

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS


Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève
Téléphone 82.48

A nos Lecteurs

L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.

Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.

Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.

La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. 4.50
Etranger » » 5.50

POUR LA PUBLICITÉ

s'adresser 13, avenue des Bosquets, Genève.
L'Administration décline toute responsabilité
quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

PRIX DU NUMÉRO

Suisse 25 centimes
Etranger 30

1^{re} Année

5 Avril 1917

N° 8

FRANCE

L'*Action française* dit que le plan d'Hindenburg est double :

Il y a sans doute deux parties dans le plan de Hindenburg, dit « Hinterbourg » : l'une de réalisation immédiate ou prochaine; l'autre à échéance, dépendante des circonstances et, j'imagine, encore mal déterminée. Cet homme « génial » a pu remarquer que les armées du kaiser, contraintes à l'expansion territoriale par des raisons diplomatiques et politiques — nécessité de donner aux neutres l'illusion de la victoire allemande — étaient comparables à un gigantesque boxeur aux bras allongés et dont les poings, par conséquent, ne seraient plus percutants.

Imaginez un colosse qui aurait tous ses muscles en extension, quelques-uns même en distension, et qui ne recevrait plus dans son estomac que le tiers de sa ration alimentaire habituelle, et vous avez l'image exacte de l'Empire allemand. Il lui est impossible d'accomplir un nouvel effort dans des conditions pareilles, tant au point de vue des transports qu'à celui de la concentration des troupes dans un temps donné; de même qu'il serait impossible à notre colosse de porter un coup de poing sérieux ou une ruade efficace. De toute nécessité, Hindenburg, résolu à tenter un nouveau choc, doit commencer par ramasser et concentrer les armées dont il a la direction. Il n'est pas besoin de génie pour aboutir à cette conclusion de simple bon sens. La guerre en est au point où l'apparence doit être sacrifiée à la réalité, où l'occupation allemande en France devient un luxe fatal ou luxueux. La récente offensive de la Somme a prouvé au Grand État-Major allemand que le sort réservé aux armées allemandes ainsi étendues indéfiniment et immobilisées, c'était la fonte et la défaite sur place. Le colosse, dans la situation que j'ai décrite, ne pouvant plus ni porter, ni même parer un coup.

Or, ceci étant posé, on constate que le dernier recul allemand n'est nullement suffisant pour ce ramassement, cette concentration, préludes « nécessaires » d'un nouveau choc. Il est infiniment probable que, d'ici un mois ou six semaines, les armées allemandes reculeront à nouveau sur le front occidental, lâchant une nouvelle bande d'une quarantaine de kilomètres en profondeur, dévastés aussi méthodiquement que précédemment...

J'ai toute confiance dans le haut commandement franco-anglais pour tirer d'une telle situation, sans doute unique dans l'histoire des guerres, et si redoutablement aventurée, tout le parti qu'on peut espérer. Jamais la surprise et la vitesse n'auront eu de plus belles occasions.

Voilà pour la première partie du plan Hindenburg. Quant à la seconde, vous paraîtrais-tu téméraire en insinuant qu'elle n'est peut-être pas absolument décidée dans l'esprit même du maréchal-aux-cloüs...

Il lui faut réparer, dans une certaine mesure, la gaffe

initiale de von Moltke, von Bülow et von Kluck, laquelle consista, je le répète, à étendre indéfiniment et chroniquement, à écarteler le colosse. Pour la suite, il verra plus tard. La victoire de la Marne a prolongé, pendant presque trois ans, un état d'occupation qui ne devait durer que trois mois. C'était, de la part de notre ennemi, tenter la catastrophe. Je pense bien qu'elle se produira tout de même.

Cette histoire tragique, militairement parlant, et plus encore que je ne l'expose ici, tient dans une formule assez simple: l'Allemagne, vaincue par le grand Joffre, un mois et six jours après son entrée en campagne, a converti le délire des grandeurs, qui la tenait alors, en délire des espaces. Elle a voulu faire, dans la défaite, ce qui n'eût été possible que dans la victoire. Elle est en train de crever de cette formidable erreur de ses dirigeants politiques et militaires. Hindenburg seul a vu clair, dans cette situation, mais, je le répète, « il vient trop tard ». Les membres du colosse ont pris la crampe, au cours de leur trop longue extension; et le choc projeté, s'il a lieu, achèvera la chute du colosse. Ceux qui misent encore sur le succès allemand, je vais plus loin, sur la résistance militaire indéfinie des Allemands, ainsi écartelés, m'apparaissent comme de fameux crétiens.

Le Radical rend Hindenburg responsable des dévastations allemandes :

Faire subir à l'adversaire le plus de pertes possibles, en réduisant les siennes propres au minimum; rétablir peu à peu, par là, l'équilibre des forces opposées, en opérant le renversement si possible, tenter alors une reprise d'offensive conduisant à la victoire finale, tel est son plan.

Pour cet objet, il faut rompre sans cesse avec lenteur, en contraignant l'ennemi à de multiples assauts forcément meurtriers. Faire le vide, le désert devant les poursuivants, en ne leur laissant ni abris, ni magasins, ni moyens de locomotion; enlever les populations valides, avant l'évacuation, pour leur imposer le travail forcé et, plus tard, s'en servir comme d'otages, etc., etc., tel est le but militaire poursuivi par Hindenburg. Des conventions passées avant la guerre pour le respect des droits des populations, il n'a cure; la fin justifie les moyens; le triomphe de l'Allemagne peut être au bout de l'effort; toute considération d'humanité, d'honneur, de justice, de droit doit céder le pas devant cet objectif.

Le Temps explique ces dévastations « systématiques » :

Certaines notes allemandes d'origine officieuse veulent qu'on regarde cette œuvre comme une mesure extrême d'une nécessité strictement militaire, conforme aux sains

principes de la guerre perfectionnée, de la guerre digne des champions de la Kultur. Mais des journaux qui puisent leurs inspirations et leurs commentaires aux bons endroits affirment que ce beau travail n'est que la réponse au refus de négocier la paix. Ah! nous avons voulu continuer la lutte! Nous n'avons pas voulu prêter l'oreille aux offres si sincères, si loyales et si généreuses venues de Berlin! Eh bien, nous devons être punis, châtiés, jusqu'à ce que nous demandions grâce. Les plus effroyables calamités s'abattront sur notre terre, sur nos familles. Le fléau se fera terrible comme le Dieu de vengeance. Les malédictions impitoyables, inhumaines qui grondent chez certains prophètes se réaliseront dans toute leur horreur.

Une fois de plus, les Allemands se sont trompés. Ils n'ont pas atteint leur but. Ce n'est pas sur notre territoire seulement qu'ils font le désert. Ce n'est pas la France qu'ils isolent, sur un coin de ses frontières, par une zone maudite. Non, le désert s'établit et s'élargit autour de tout ce qui est allemand. La solitude s'étend et emprisonne les Barbares. Leur repaire s'annonce, comme les séjours infernaux décrits par les poètes, par les signes accablants de la désolation et de stérilité. Le néant semble garder leurs portes, afin d'en écarter tous les bons sentiments qui sont le « lait de la tendresse humaine ». Ce n'est pas de la France qu'ils se retirent en dévastant tout sur leur passage. Ils se retirent de l'humanité.

Le Figaro décrit Péronne en ruines :

Il ne reste pas une seule maison de cette délicieuse Péronne, qui avait gardé, avec une piété jalouse, les parures de son lointain passé moyenâgeux et qui s'étalait, au bord des eaux luisantes de la Somme, comme une grande feuille détachée d'un missel, du Livre d'heures du duc de Berry.

Cathédrale, hôtel de ville, citadelle (qui n'était plus qu'un musée), maisons historiques, tout a disparu dans un immense incendie dont les cendres sont encore chaudes et fument encore. Rien, rien, plus rien que les murs calcinés, qui crouleront aux prochaines tempêtes, le socle de la dame de Poix et leur pancarte de brutes saotles: « Nicht ärgern, nur wundern ». (Ne pas se fâcher, admirer seulement).

Il faudrait que le monde entier, que les derniers neutres vissent ici, et dans tous ces villages de la plaine picarde, où maisons, vergers ont été brûlés, rasés, mutilés par la même horde impitoyable, qui se fait gloire de cette sauvagerie folle et qui la poursuit encore...

Des réfugiés qui ont pu parvenir à Péronne racontent que, par un nouveau raffinement, les Allemands font assister les villageois, parqués comme bétail dans un enclos, à l'incendie de leurs villages.

L'Heure crie vengeance :

Répétons qu'il faut d'ores et déjà condamner à mort Guillaume et ses complices, pour les exécuter avant qu'on ne discute les conditions de la paix.

La Libre Parole s'occupe des sanctions juridiques :

Le fait de payer une indemnité ne libère pas le criminel et la sanction civile n'éteint pas la sanction pénale. Notre justice a le pouvoir indiscutable d'agir dès maintenant contre les auteurs reconnus ou présumés de ces crimes de guerre, et non seulement contre l'ennemi prisonnier, mais contre cet ennemi hors de notre pouvoir, un jugement par contumace peut être rendu. Une telle sanction n'aurait rien d'illusoire, la contumace entraînant l'interdiction du territoire et la mise sous séquestre des biens que le contumax y possède.

Au Sénat, le ministre Viviani ayant dit que l'Allemagne paierait, le *Matin* l'approuve :

L'Allemagne payera la totalité des dommages, des dépré-

dations, des crimes dont elle est coupable. Elle payera matériellement et moralement. L'Entente victorieuse exigera d'elle les milliards nécessaires à la reconstruction des régions envahies et détruites, à l'indemnisation des victimes, à la réparation de toutes les ruines qu'elle a accumulées dans les villes et les foyers. Davantage: les criminels seront impitoyablement pourchassés comme des bêtes malfaisantes. Il n'y aura pour eux ni refuge ni prescription possible.

Tel est le sens des paroles qui ont été prononcées hier au Sénat. Aujourd'hui ce sont tous les Français, ce sont toutes les nations civilisées qui applaudiront à l'inconscience du châtement des Barbares.

Le Journal exige des représailles :

Pour nos champs dévastés, pour nos maisons écroulées, pour nos routes et nos voies ferrées détruites, pour nos vergers rasés, pour nos industries méthodiquement pillées, il faudra que l'Allemagne nous fournisse sous toutes les formes et pour toute l'étendue du désastre une réparation intégrale. Il faudra que l'Allemagne expie et paie.

Ce qu'il faut frapper, c'est la puissance économique allemande, c'est le capitalisme allemand, c'est l'industrie allemande, c'est le formidable organisme de malfaisance et de haine qui a voulu notre ruine et notre mort, et à qui nous prendrons ce qui reste de force pour reconstituer la nôtre.

L'Écho de Paris signale l'agitation antiallemande causée en Amérique par les dévastations :

Dans tous les Etats-Unis, il n'y a plus qu'une voix pour flétrir les Allemands et l'Allemagne, « cette chose immonde ». C'est le révérend Malcom qui, du haut de la chaire de l'église Saint-Nicolas, à New-York, s'écrie: « Les soldats de l'Allemagne ne forment pas une armée; ce n'est qu'une horde d'assassins. » C'est le révérend Hillis qui, dans une autre église, affirme: « Nous ne pardonnerons aux Allemands leurs forfaits que lorsque nous aurons pu les fusiller. Le kaiser et Hindenburg relèvent uniquement de la corde de l'exécuter public. »

... La presse n'est pas moins indignée contre les soldats allemands. « Des chiens enragés qu'il faut abattre », dit le « New-York Times ». « Des cerveaux modernes mis au service d'âmes brutes », dit le « New-York Times ». « La honte de l'humanité », dit le « Boston Herald ». « Des brutes scientifiques », dit le « World ». « Des barbares contre lesquels la civilisation entière doit se liguier », écrit le « Chicago Herald ».

Les maladreses d'abord, puis les fourberies variées de la diplomatie boche aggravées de la violation quotidienne du droit des neutres, ont abouti à cet état d'esprit que Berlin redoutait le plus. Maintenant, le vin est tiré, il faut que le kaiser le boive.

Excelsior parle du concours financier :

Il est particulièrement intéressant de signaler que la Banque fédérale de réserve, qui est en quelque sorte l'épine dorsale du système économique des Etats-Unis, après avoir été pendant quelque temps assez timide quand il s'agissait de faire des avances à l'Entente, ne fait plus aujourd'hui de restrictions. L'argent des Etats-Unis, on peut en être certain, ne manquera pas aux Alliés. Sous quelque forme que le concours financier des Etats-Unis se produise, — il est en ce moment à l'étude, — on peut être persuadé qu'il sera généreux et large: il est même question d'un milliard de dollars qui, pour entrée de jeu, serait mis, purement et simplement, à la disposition de l'Entente. D'autre part, le président Wilson étudie les conditions dans lesquelles les Etats-Unis pourraient participer militairement à la guerre d'une façon efficace. Ainsi, au moment où la balance de la guerre s'incline déjà en faveur des Alliés, un poids considérable, celui du concours américain, vient encore s'ajouter au plateau.

La Libre Parole annonce un autre allié, le général « Famine » :

La presse allemande nous apprend des choses intéressantes :

1. La nourriture des soldats allemands, qui a déjà été diminuée, le sera encore davantage ;

2. Pour les civils, la ration maxima de pain, qui même à Berlin ne s'élevait déjà qu'à 1,900 grammes, sera abaissée à trois livres environ par tête et par semaine ;

3. Comme on décide de réduire la quantité de céréales qui est laissée à la disposition des producteurs, il devient nécessaire d'enlever aux paysans une partie des provisions qu'on les avait autorisés à garder.

Cet ensemble de mesures réussissait — ce qu'on n'aurait jamais cru possible en présence d'intérêts aussi contradictoires — à mécontenter du même coup l'armée et la population de l'arrière, les citadins et les campagnards.

... Grâce à la stratégie du « général Famine », qui vaut bien le légendaire « général Hiver », voilà donc les Allemands acculés à des difficultés extrêmement graves. Pour y échapper, quelle ressource leur reste-t-il ? Une seule : le ravitaillement par les neutres. « Si l'Allemagne ne recevait plus aucun produit alimentaire des trois États neutres qui touchent à son territoire, elle serait probablement réduite à capituler avant l'été. » Il faut le répéter sans relâche, ne fût-ce que pour fixer les responsabilités.

À l'heure actuelle, c'est surtout en fournissant de la viande que les voisins de l'Allemagne peuvent la secourir. Nous devons considérer que chaque troupeau de bétail qui passe d'un pays neutre en territoire allemand aide à prolonger la guerre et par conséquent coûte la vie à un certain nombre de nos soldats. La question n'appartient plus, on le voit, au domaine sec et froid des problèmes purement économiques. Quand l'Allemagne paie ses ravitailleurs, l'argent qu'elle leur donne dégoûte de notre sang.

L'Heure veut réduire les exportations :

Par la Baltique, la Suède peut envoyer en Allemagne ce qu'elle veut. La Hollande par le Rhin, le Danemark et la Suisse par leurs voies ferrées ont les mêmes facilités.

Mais nous pouvons — et c'est notre devoir — demander à ces neutres de limiter leurs importations à leurs propres besoins. Il tombe sous le sens que, dans ce cas, la Hollande, le Danemark, la Suède et la Suisse se verront obligées de réduire leurs exportations. « Charité bien ordonnée commence par soi-même. »

Le Gaulois demande que l'on resserre le blocus :

L'opération est peut-être délicate et difficile : nous n'avons pas, toutefois, à nous arrêter à ces considérations. Point de fausse générosité qui apparaît en ce cas comme une criminelle faiblesse.

L'Allemagne n'hésite pas à semer la ruine chez nous ; pourquoi hésiterions-nous à l'atteindre par la famine ?

L'Homme enchaîné est du même avis :

Les habitants des pays récupérés sont unanimes à déclarer que le soldat boche est insuffisamment nourri. En faut-il d'autre témoignage que ses boucheries de chat et de chien ? Tout ce qu'il n'a pas pu manger, sur place, de ces quadrupèdes, a été emporté pour les fêtes gastronomiques du lendemain. Ces sauvages ont cette seule supériorité sur les cannibales de l'Afrique qu'ils ne déterrent pas encore leurs victimes humaines, pour s'en régaler. On m'a envoyé des échantillons de leur pain. Je le déclare acceptable. Mais quand des officiers se jettent avec avidité sur des tripes de chien, plus ou moins soigneusement vidées, pour des joies de vagues saucisses, il n'est pas interdit d'en conclure qu'ils doivent être poussés par la faim. Ce serait donc le

moment, si nous en sommes capables, de donner le dernier tour de vis à notre blocus.

Paris-Midi signale l'amaigrissement germanique :

Le Dr von Muller pèse ses concitoyens et ses concitoyennes pour juger des effets du sévère régime alimentaire qui leur est imposé par le blocus des Alliés.

Il jette un cri d'alarme : les bourgeois de Munich ont déjà perdu, en moyenne, 9,3 % de leur poids. Leurs femmes maigrissent un peu moins vite : elles n'ont encore perdu que 6,7 %. À la vérité, elles n'ont pas, comme l'homme, l'excuse de représenter le rebut de leur sexe. Que le civil allemand, déchet physiologique refusé par les casernes, n'offre pas grande résistance au blocus par la famine, cela s'explique. Mais que la femme allemande maigrisse également, herr Doktor von Muller s'en lamente !

À sa place, beaucoup de médecins de Paris, obsédés par leurs clientes qui veulent maigrir, s'en réjouiraient sans doute. Mais nous sommes en Allemagne où la maigreur n'avait jamais passé pour une beauté. Laquelle des deux esthétiques vaut mieux ?

Je crois, tandis que nous sommes en train de confronter notre civilisation et notre morale avec celles de l'Allemagne, que nous ne ferions pas mal de lui emprunter sur ce point sa doctrine. La femme un peu grasse est seule normale. L'idéal maigrichon est un idéal de couturier, parce que, bouffante ou collante, la femme longue et mince porte mieux la toilette. Mais il faudrait résoudre une fois la question de savoir si la femme est créée pour porter des toilettes ou pour porter des enfants.

... Une conspiration de tailleurs profitant des sports garçonnières avait persuadé aux Parisiennes que la « ligne » doit écarter toute idée de maternité possible : peu de gorge, et surtout pas de ventre, grands dieux ! Reste à savoir si cette esthétique était saine, et où nous allions avec de tels paradoxes.

Tandis que l'Allemande va sortir de cette guerre funeste aplatie comme une limande, ne serait-ce pas une jolie revanche de mettre notre amour-propre à montrer désormais nos Françaises un peu rondes, n'ayant pas souffert ? Santé physique signifie souvent santé morale...

The New York Herald (édition française) montre les menées allemandes en Russie :

La situation de la Russie, après nous avoir donné de grandes espérances, nous incite à quelque inquiétude. Le kaiser a longtemps cherché la paix séparée en poussant le parti de la Cour, germanophile, à trahir la Russie ; il est indéniable qu'il a obtenu des résultats précieux, grâce à cette manœuvre. Mais la révolution nationale est survenue de ce danger ; un gouvernement régulier s'est organisé, avec, pour premier article de son programme, la guerre à outrance contre l'Allemagne. Aussitôt Guillaume II a changé ses batteries : le Scheidemann proposé à l'action socialiste a été chargé du nouveau travail ; il ne s'agit plus d'aider les aristocrates, on les abandonne provisoirement ; maintenant ce sont les Kamarades qui entrent en jeu. Le socialisme allemand va exciter les révolutionnaires ouvriers contre les libéraux victorieux ; on obtiendra ainsi des troubles, qui paralyseront pour un temps indéterminé, la fabrication des obus et des munitions. L'incendie d'Arkangel a été allumé par les agents allemands. L'incendie politique est prêt à éclater. Il faut rendre stérile l'effort admirable des fondateurs de la liberté russe. Une guerre civile, dans le vaste empire arrêterait l'action des promoteurs de la liberté ; nous le savons, nous qui avons pâti du mal suscité, jadis, chez nous, par les virtuoses du désordre. Ce que l'Allemand cherche, c'est la division et la querelle. Il pousse, sournoisement, les éléments libertaires contre les intellectuels sages qui ont ordonné le nouveau régime. Une révolution ne s'accomplit pas sans désordre ; l'Allemand peut profiter

de ce désordre. La désorganisation militaire le servirait; elle perdrait le régime libéral institué par la Douma. Du coup, serait annihilée la force économique et combative que le gouvernement provisoire vient de créer. La coordination patriotique des énergies serait rompue. Sur des armées travaillées par le ferment néfaste de la politique, les armées de Guillaume II auraient la prédominance. Que le trouble soit suscité par les courtisans, ou qu'il soit suscité par les libéraux excessifs, c'est tout de même un trouble, dont l'ennemi profite... Que nos amis russes soient avertis: l'adversaire guette leurs dissensions. Qu'ils ne laissent pas saboter leur révolution.

Le Rappel a confiance:

Le péril, du moment, dit-on, ce serait le mouvement révolutionnaire socialiste. Jules Guesde et d'autres encore ont écrit opportunément aux marxistes de là-bas qu'ils ne devaient point travailler pour le roi de Prusse. Parfait! Et trois députés socialistes de notre parlement partent en ambassadeurs auprès des mêmes révolutionnaires marxistes. Espérons qu'ils auront l'heureuse fortune de corroborer de leur autorité révolutionnaire les « bourgeois » de Pétrougrad.

Laskine, dans le *Matin*, prêche la défiance:

La Sozialdemokratie s'efforce d'exploiter au bénéfice de l'Allemagne impériale les événements de Russie; dès le 19 mars, après s'être concertés avec le chancelier en une longue entrevue, cinq social-démocrates influents, dont le fameux Südekum, ont quitté Berlin pour la Suède, afin d'essayer de se mettre en rapports avec les leaders socialistes russes. D'autres émissaires sont partis pour Copenhague, Amsterdam, Zurich, Berne et Genève, afin d'y « travailler » les émigrés qui se disposent à rentrer en Russie et dont un bon nombre sont notoirement zimmerwaldiens.

Les socialistes du kaiser ont encore plus d'un tour dans leur sac: on fera bien d'y veiller.

La France se réjouit de la décision du Comité ouvrier:

Une bonne nouvelle nous arrive de Russie.

Le comité des ouvriers et des soldats qui est, à côté du gouvernement provisoire de la Douma, un peu ce qu'était, en 1793, la Commune de Paris à côté de la Convention et du Comité de salut public, nous avait un peu inquiété à distance par les tendances ultra-pacifistes de quelques-uns de ses membres.

Or, ce comité vient, par un manifeste, de rompre carrément avec le pacifisme bêtard, et dans la discussion qui précéda la rédaction du manifeste, le président du Comité des ouvriers et soldats, Tcheïdze, déclara formellement qu'ils s'adressaient aux Allemands « le fusil à la main et qu'avant de parler de paix, ils proposaient aux Allemands de détrôner Guillaume ».

Voilà qui est parler.

Même note dans le *Petit Parisien*:

La décision du comité ouvrier est claire, catégorique. Les travailleurs russes barreront la route à l'agression étrangère. Dans un seul cas, ils pourraient envisager une autre solution que la poursuite énergique de la guerre: celui d'une révolution intérieure en Allemagne et en Autriche. La parole est à ceux qui, à Berlin, à Vienne et à Pesth, prétendent professer les mêmes idées que les démocrates de Russie.

L'Événement approuve:

Le Conseil du comité des ouvriers et des soldats qui siège à Pétrougrad, au palais de Tauride, vient de rédiger un appel à tous les peuples de l'univers. Nous ne possédons pas encore le texte intégral de ce document, mais les

citations partielles publiées par les agences sont suffisamment caractéristiques. La pensée révolutionnaire s'y affirme dans toute sa force. C'est l'exaltation de la liberté. C'est aussi l'exaltation du patriotisme.

J'imagine qu'on ne fera pas grief à des hommes tout frémissants d'avoir jeté bas un régime formidable d'absolutisme de ne pas s'exprimer en style de chancellerie. Seuls d'ailleurs, les Empires ennemis peuvent être invités à briser le joug de l'autocratie dans le camp des puissances alliées.

La Victoire demande un nouveau manifeste:

L'heure est propice pour proclamer à la face du monde que les peuples libres, ligués pour la défense des droits de tous les peuples, sont décidés à ne traiter ni avec les Hohenzollern ni avec les Habsbourg.

Si nous voulons exploiter à notre profit la grande secousse produite chez nos ennemis par la Révolution russe, hâtons-nous! Que demain le cœur des Alliés, grossi de la voix lointaine de la République chinoise, et de celle formidable de la grande République américaine, redise aux culs-de-jatte de la sozial-demokratie allemande: « Vous voulez la paix? Commencez par f.... votre empereur à la porte! »

L'Événement fait appel aux renforts russes:

Notre alliée la Russie possède un véritable réservoir d'hommes valides. On a souvent insisté pour qu'elle en mette le plus possible sur notre front pour ne pas nous laisser supporter seuls tout le poids de la lutte. La chose était impossible parce que l'ancien gouvernement, disait-on, craignait que les soldats du tsar, au contact des nôtres, ne prissent trop le goût de la liberté et de l'émancipation.

La situation n'est plus la même aujourd'hui. La nouvelle Russie ne peut pas avoir les mêmes craintes. Elle a, contrairement au désir de l'ex-tsarine et de son entourage, la volonté de résister aux empires centraux et de les vaincre. Elle peut envoyer en France des soldats russes pour renforcer nos bataillons et permettre ainsi d'envoyer au repos, à tour de rôle, des hommes qui, depuis 32 mois, sans arrêt, avec une ténacité et un héroïsme légendaires, se battent pour la civilisation.

La France équipera, armera, les hommes qu'elle recevra ainsi de la nouvelle révolution.

Et sur le front français c'est encore pour la liberté que lutteront ces Russes qui pour sauver leur patrie ont renversé un régime qui lui était funeste.

L'Action française regarde du côté d'Athènes:

Le gouvernement de Nicolas II, qui était si préoccupé de maintenir la « légitimité » à Athènes, aurait mieux fait d'aviser aux moyens de la conserver à Pétrougrad. Cependant la chute du régime impérial en Russie n'a pas dû manquer de causer une inquiétude au roi de Grèce. Comme dit le proverbe anglais: « C'est un mauvais vent que celui qui ne souffle de bien à personne. » Le vent de la révolution russe paraît propre à inspirer de la sagesse au roi Constantin.

La Dépêche est courtoise envers le tsar:

Gardons le souvenir de son œuvre pacifiste et de son loyalisme guerrier. La Russie gardera aussi, très probablement, la mémoire de sa bonne volonté. Nicolas II a bien été le petit-fils du tsar qui affranchit les serfs, le fils du tsar qui contracta alliance défensive avec la France républicaine. Cela suffit pour qu'il trouve en Crimée, avec son fils, la paisible résidence qui semble aujourd'hui sa seule ambition.

Le Figaro stigmatise des ingratitude:

Une dépêche de Pétrougrad annonce que le tsar Nicolas II vient d'être abandonné par tous ses domestiques, qui n'ont

pas cru devoir continuer leurs services à un monarque déchu.

Ce geste est peut-être de bons socialistes; c'est pour cela sans doute qu'il manque à ce point d'élégance.

La fidélité au malheur était dans les traditions des serviteurs d'autrefois.

Il est vrai qu'en ce moment-là le mot « servir » n'avait pas le sens haineux que la lutte des classes lui a donné, et les soldats servaient aussi.

Rappelons aux anciens domestiques du tsar l'exemple du valet de chambre de Louis XVI, Cléry, qui lui prodigua ses soins jusqu'au dernier jour, et celui du fidèle Marchand qui accompagna Napoléon à Sainte-Hélène.

Et le séjour de Sainte-Hélène a dû être plus sévère encore que celui des Tsarskoïé-Sélo.

Le *Petit Journal* approuve le manifeste promettant la liberté à la Pologne:

Ainsi disparaît l'un des poids qui pesaient le plus lourdement sur la situation des puissances alliées en lutte pour l'indépendance des peuples; ainsi s'effondre la manœuvre austro-allemande, qui opposait aux vagues promesses du tsarisme des tentatives de séduction menteuses avec des arrière-pensées de fourberie. Il n'y aura plus, désormais, un seul Polonais qui puisse se tromper sur son devoir et hésiter sur la façon de servir et de protéger son droit.

L'*Humanité* trouve la proclamation insuffisante:

Que signifie la phrase: « Attaché à la Russie par une union militaire libre, l'Etat polonais sera un rempart solide contre la pression des puissances centrales sur les nations slaves. »

Est-ce là une limite à la renaissance intégrale de la Pologne. Le rattachement à la Russie de la Pologne reconstituée dans son unité sera-t-il le fait d'autre chose que la

volonté polonaise, et sera-t-il encore le résultat d'une obligation qui ne serait pas puisée seulement dans la reconnaissance et les libres affinités de la Pologne pour la Russie?

Qu'on y prenne garde. Le tsarisme, lui, pouvait se tromper, et nous savons ce que nous en avons souffert. Mais la révolution russe ne peut pas se tromper. Elle n'en a pas le droit. Si la Pologne interprétait avec une arrière-pensée la promesse fraternelle que lui adresse la Russie libérée, quelle arme restée aux mains de l'Allemagne conquérante!

Le *Journal des Débats* juge la combinaison raisonnable:

Le gouvernement provisoire demande à la Pologne de rester attachée à la Russie « par une union militaire libre ».

Certes, la formule est vague. Mais, aussi longtemps que les événements militaires ne permettront pas aux Russes et aux Polonais de rédiger à loisir les clauses de leur nouvelle alliance, il convient de renoncer aux précisions. Toutefois l'idée est claire. La Russie libérée de l'autocratie dit à la Pologne libérée du servage politique: « Nous formerons deux Etats indépendants unis par un pacte militaire; vous aurez votre armée et nous aurons la nôtre qui ne se confondront point; seulement l'intérêt de notre sauvegarde commune nous oblige à combiner d'un commun accord notre organisation militaire, nos moyens et nos plans de défense. » Il s'agit donc d'une alliance militaire permanente. C'est une combinaison raisonnable qui ne soulève aucune objection sérieuse. Une Pologne indépendante serait exposée aux pires dangers si elle n'était assurée de l'appui d'une grande puissance. Evidemment, celle-ci ne peut être que la Russie, puisque l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'admettront jamais l'existence d'une Pologne indépendante comprenant la Posnanie, la Galicie et les autres territoires polonais qu'elles possédaient avant la guerre.

ANGLETERRE

British Citizen and Empire Worker, 17.III.17. — Le libre échange. — Angleterre et Allemagne:

Les avantages supposés du libre-échange comme un moyen nécessaire pour augmenter la fraternité humaine sont illusoire...

... Le droit le plus élémentaire d'une communauté politique qui réclame son indépendance est de se développer économiquement comme elle le juge le mieux et de se garder des atteintes à la source de cette vie par des voisins hostiles.

La liberté dans le développement national et pour la coopération internationale sont les buts que la Conférence de Paris établit avant tout.

Le partisan du libre-échange croit qu'ils se produiront mécaniquement, et dans son état d'esprit du laissez-faire il refuse de s'en occuper et semble y être indifférent pendant que les Allemands visent à la domination économique.

Il n'y a pas de doute que les Allemands regardent les recommandations de la Conférence de Paris avec déplaisir et ils espèrent pouvoir obtenir le maintien du libre-échange dans tout l'empire britannique. Celui-ci a favorisé leur politique dans le passé, parce que nous ne nous sommes pas opposés à la pénétration pacifique des Allemands et les avons laissés déterminer la direction à prendre par nos industries. De même que sous le système commercial (protectionnisme) chaque pays d'Europe peut diriger le développement de ses colonies dans l'intérêt de la mère-patrie, de même sous un régime de libre-échange un pays qui est puissant économiquement peut contrôler la vie des autres pays et se les subordonner.

The Morning Post, 23.III.17. — La question Irlandaise:

Le gouvernement s'efforce de trouver une solution au problème du Home Rule. M. Bonar Law a fait à cet effet, à la Chambre des communes, la déclaration suivante:

« Nous avons décidé, qu'en dépit de tous risques nous ferons sous notre propre responsabilité, d'une manière ou d'une autre, encore une tentative. La Chambre connaît les difficultés et ne s'attend pas à ce que nous en disions plus maintenant, mais elle nous accordera un délai. »

Cet avis a été reçu par des acclamations sincères qui sont renouvelées lorsque M. Asquith a déclaré que pour cet effort le ministère peut compter non seulement sur la bienveillance, mais sur le concours réel de ses amis et de lui-même.

The Morning Post, 26.III.17. — Sur la question irlandaise.

Le journal n'est pas d'avis d'accorder le Home Rule à l'Irlande. Va-t-on pouvoir réconcilier des gens qui veulent l'Indépendance — un état séparé avec une armée séparée, une police séparée, des douanes séparées et des postes séparées? Quant aux finances ils veulent que la Grande-Bretagne fasse une subvention à cet état séparé avec l'argent injustement pris à l'Irlande depuis Strong-bow. Si le gouvernement choisit un moyen terme, ne s'expose-t-il pas à perdre plus par la défection de ses soutiens d'Angleterre et d'Irlande qu'en gagnant la réconciliation avec ses pires ennemis actuels? S'il ne peut contenter personne, à quel bon commencer cette affaire?

D'après une déclaration de Belfast, les Nationalistes irlandais considèrent l'offre de « Préférence » comme une « insulte ». Nous sommes autorisés à nourrir l'Angleterre, mais non à diriger nos propres affaires ». Certains gens considèrent un travail honnête comme une dégradation et préfèrent vivre aux dépens d'autrui; nous n'avons jamais admiré leur attitude. Si la solvabilité est insultante, voilà une insulte que la plupart des gens sont fiers de subir; si le droit de « gérer ses propres affaires » a l'aide de subsides provenant des poches des contribuables anglais est plus honorable, le monde a une étrange conception de l'honneur. Ceux qui veulent le Home Rule font effort pour que l'Irlande se « mette en ménage » avec l'argent anglais. Ils s'imaginent être à la fois pensionnaires et gentlemen indépendants. Ce n'est pas l'idéal rêvé et nous pensons ainsi qu'il est irréalisable. Nous déclarons que l'Union n'est pas seulement actuellement la meilleure, mais la seule politique praticable.

Le journal discute alors diverses opinions sur la misère de l'Irlande, attribuée en général, dans les textes cités, aux lois économiques actuellement en vigueur.

The Daily Telegraph, 27.III.17. — « Imperial Preference » :

Quarante unionistes, pairs et membres du Parlement se sont réunis hier à la Chambre des communes pour examiner le meilleur moyen de soulever la question de l'« Imperial Preference » à l'Impérial War Conférence. Après plusieurs discours, les résolutions suivantes ont été prises par acclamations :

1. En raison du fait qu'à la Conférence tenue à Paris les 27 et 28 mars 1916 les représentants des gouvernements alliés ont affirmé qu'il doit y avoir, entre eux, comme mesure de guerre, complète union d'action économique et qu'ils ont chargé la Conférence économique tenue à Paris en juin 1916 de proposer des moyens pour développer cette mesure. Tenant compte aussi du fait qu'à la Conférence de juin les résolutions ont été unanimement adoptées et que depuis le Comité de Lord Balfour of Burleigh a fait rapport en faveur du choix d'une politique de préférence et de traités de commerce avec nos alliés, la présente assemblée demande au gouvernement de soumettre à l'« Imperial War Conference » les résolutions de Paris et le rapport du Comité de Lord Balfour of Burleigh.

2. Cette assemblée rappelle la déclaration de M. Asquith, alors premier ministre, parlant, le 2 août 1916, des résolutions de Paris « qu'on n'avait pas l'intention d'attendre la conclusion de la paix ou la fin de la période transitoire, envisagé par la Conférence, avant de donner ses pleins effets à cette politique »; faisant suite à cette garantie donnée au Parlement, l'assemblée demande au gouvernement de mettre immédiatement tout le nécessaire en œuvre pour réaliser ces résolutions et pratiquer une politique de « Imperial Preference ».

The Times, 27.III.17. — Point d'accords avec des Hohenzollern ». M. F. Henderson écrit :

Monsieur, si la guerre n'est condamnée à traîner encore un hiver, un espoir pour sa fin semble exister maintenant dans un rapide écroulement du « Kaiserisme » qui l'a déchaînée. L'étonnante chute du tsarisme a fait tressaillir la race germanique, et nous avons maintenant une magnifique (formidable) occasion d'amplifier ce frémissement. Rien n'a plus impressionné l'ennemi et les neutres au début de la guerre que l'admirable accord des Alliés : « Pas de paix séparée ». Voilà le moment d'y ajouter une nouvelle clause par laquelle les Alliés s'obligent à « ne point faire d'accords avec aucun Hohenzollern ou autre maison régnante d'Allemagne ». Tous sont traîtres, avides de sang, diaboliques — hors du cycle de notre civilisation.

Suivons l'exemple de Bismark, en 1871, se refusant à reconnaître aucune dynastie ou gouvernement en France avant qu'une Assemblée nationale n'ait dûment établi un nouveau système. Ce serait une révélation pour le peuple allemand que de lui dire qu'une paix n'est possible que lorsqu'il aura fait ce que le peuple russe fit — chasser ses tyrans et toute la race de ceux-ci. Nous savons qu'en Allemagne est sous les armes ou à la fabrication des armes tout homme apte à cela, mais il y en a encore presque un million en réserve ou encore à l'arrière, de plus jeunes et de plus vieux. La révolution russe fut faite par les soldats de la capitale, guidés par les ouvriers de la ville. Ainsi en sera-t-il en Allemagne. Nous devons leur faire sentir que jusqu'à ce que ce jour arrive, ni eux, ni leurs femmes, ni leurs enfants ne pourront avoir ni paix, ni tranquillité, ni nourriture. Cette guerre est devenue une lutte colossale entre le « Kaiserisme » et la Liberté ! La France, l'Amérique, la Chine et maintenant la Russie — en tout un tiers de la race humaine — sont débarrassés des empereurs et le tsarisme ne sera pas rétabli de sitôt à Pétrougrad. En pratique, le régime constitue chez nous une république avec un chef héréditaire. Il faut faire comprendre aux puissances centrales que l'heure du Kaiserisme a sonné. Pour le faire, nous devons communiquer aux neutres une décision formelle des Alliés; il faut la répandre par toutes les ressources de la publicité aux troupes, aux paysans, aux femmes de l'ennemi; Balthazar tremble encore devant les lettres de feu courant sur le mur de son palais. Lorsque nous expliquerons le sens du parchemin à son peuple, tout sera fini.

The Times, 28.III.17. — Deux débats sur le blocus.

M. Hervins parle de l'importance du blocus dans l'activité de guerre. Il attire l'attention sur quelques points faibles et déclare que le système de faire des accords avec les neutres est très mal vu, l'Anglais n'aimant pas en général entrer dans des arrangements pouvant directement ou indirectement être favorables à ses ennemis :

Commander Bellairs a vivement parlé en faveur d'une motion présentée par lui en faveur d'une nouvelle doctrine Européenne disant qu'aucune fourniture ne peut plus entrer ou sortir par mer du territoire de l'Allemagne ou de ses alliés. Il propose, en outre, qu'on rationne maintenant, à un tel point la fourniture pour les Etats neutres, qu'ils cessent absolument pour certains articles leur commerce avec l'Allemagne et ses alliés.

Le gouvernement répond qu'il n'y a qu'une manière d'arrêter le commerce de certains produits des neutres avec l'Allemagne. C'est de convenir avec eux que moyennant les marchandises qui leur sont accordées ils restreindront leur commerce avec l'ennemi.

A la Chambre des Lords, le chef du War Trade department obtient l'assentiment de la Chambre après avoir déclaré « qu'il repousse le recours aux moyens violents, ceux-ci mettant probablement en danger nos importations des pays neutres ». La patience et la diplomatie sont les meilleures méthodes.

The Times, 29.III.17. — L'avance des alliés :

Les Allemands ne peuvent plus espérer développer des défenses aussi formidables que celles d'où ils viennent d'être chassés. La tendance vers une guerre de mouvements continuera certes à se manifester; les alliés ont tout avantage à ce changement. Aussi est-il probable que l'attention publi-

que sera attirée vers d'autres points que la région de la présente retraite allemande. Vers le commencement d'avril nous entendrons peut-être parler d'une formidable action car les alliés sont avides de serrer plus fortement leur ennemi reculant avec répugnance. La différence avec la période correspondante de l'année passée est remarquable. Le printemps dernier, les positions allemandes de l'ouest semblaient presque imprenables. Cette année la campagne de printemps commence par l'abandon d'un front plus que fortifié; la réelle conception de la retraite allemande est que les théories prussiennes ont été rejetées.

The Morning Post, 30.III.17. — L'état du Danemark.

Le journal polémique contre le Foreign Office revient sur le commerce danois avec l'Allemagne. Le peuple danois, pour qui nous avons la plus grande sympathie, est condamné par ses propres journaux dont les extraits ont été cités. Ce peuple est malheureusement dans les griffes du commerce allemand. Leurs banques, sociétés maritimes, leurs commerçants, sont si largement financés par la « Deutsche Bank » que souvent ils ne peuvent même pas être propriétaires de leur âme. Ils doivent faire ce que le patron commande et le peuple danois gémit de cette tyrannie. Ce n'est rien de nouveau. Maintenant, après avoir manifesté nos sympathies au peuple danois et non aux juifs allemands qui les exploitent eux et nous, revenons aux chiffres de Lord Cécil. Le journal discute alors les statistiques officielles en faisant remarquer que les exportations en Angleterre ont diminué tandis que les exportations vers l'Allemagne, presque nulles avant la guerre, ont considérablement haussé. Le journal continuant à discuter l'argumentation de Lord Cécil ajoute :

« Si vous enlevez, dit Lord Cécil, les fourrages à ces pays vous aurez comme résultat une augmentation dans les prix. Les cultivateurs seront forcés d'abattre et vendre leur bétail qu'ils ne pourront plus garder et de ce fait la vente à l'Allemagne augmentera. » Le fait que Copenhague était dans la famine peut être considéré comme une réponse suffisante à cet argument. Tout esprit réfléchi se dira que si le paysan danois doit abattre et vendre son bétail pour manque de fourrage, il n'en aura plus pour l'élevage et l'engraissement. L'Allemagne recevra la grande bouchée qui sera suivie par la famine. Le meilleur moyen pour affamer

l'Allemagne serait autrement de fournir sans limites des fourrages au Danemark. Ce serait absurde, comme dirait notre vieil ami Euclide.

Le *Morning Post* du 31.III.17, consacre un long article intitulé « Allemagne et Russie », au discours du Chancelier qui doit parler en même temps pour deux auditoires bien différents, l'Allemand et l'étranger.

Vis-à-vis des États-Unis et de la Chine, le chancelier a beau parler, il faut des actes, renoncer « à la guerre sous-marine au commerce » que le public allemand croit sans doute avoir été obligatoirement amenée par les « crimes de l'Angleterre ». Pour la Chine, qui hait à mort l'Allemagne, le Chancelier parle dans le vide. Restent les petites nations qui en tout ou parties sont assujetties à l'Allemagne ou redoutent sa barbare vengeance. Le Chancelier se pose en ami de la liberté russe :

Nous pouvons bien croire que l'Allemagne marque maintenant une ostensible sympathie aux champions de la liberté russe, car un pays mêlé au tourbillon de la révolution est en quelque sorte à son point le plus faible; si l'Allemagne peut exciter à la violence les esprits les plus sauvages de la Russie, celle-ci lui sera alors ouverte pour l'attaque.

Le danger en Russie n'est pas que les ouvertures allemandes puissent tromper le gouvernement russe constitué pour la victoire finale, mais que les révolutionnaires extrémistes, dont la haine pour le prussianisme forme une part de leur programme puissent à un moment oublier, malgré tout, le besoin suprême de défendre la Russie contre son ennemi héréditaire.

L'Allemagne qui poursuit indomptablement ses proiets de paix séparée avec la Russie, continuera ses intrigues et avec le parti réactionnaire et avec les partis avancés. Le Prussien est aussi rusé que cruel. Il cherche à affaiblir la Russie par le peuple aussi bien qu'il l'a fait par la Cour aujourd'hui reléguée. Si le chancelier salue la révolution russe, il oublie de libérer le peuple allemand qui s'il veut quelque chose doit le prendre. La vieille Prusse restera ce qu'elle est jusqu'à sa mort. La Prusse encourage la démocratie allemande à fraterniser avec les russes, émancipés pour les prendre tous deux dans le même filet.

ALLEMAGNE

Frankfurter Zeitung, 26.III.17. — La séparation administrative belge :

L'ordonnance édictée le 24 mars par le gouverneur général pour la Belgique sépare complètement le territoire du royaume en deux parties administratives distinctes : l'une flamande, l'autre wallonne. La promesse faite le 3 mars, lors de la visite du Conseil des Flandres au chancelier d'Empire, se trouve ainsi réalisée. Les travaux préliminaires à la nouvelle organisation du gouvernement intérieur du pays étaient déjà depuis longtemps en cours. L'ordonnance du général von Bissing délimite d'abord les deux territoires ethniques.

Anvers, le Limbourg, les Flandres Orientale et Occidentale font maintenant partie du gouverne-

ment autonome des Flandres. Les quatre provinces du sud forment la Wallonie. La province centrale de Brabant a été partagée, la frontière des langues passant en son milieu. Bruxelles et Louvain sont rattachées aux Flandres, le sud de la province à la Wallonie. Des 7.600.000 habitants, 4,3 millions appartiennent à l'administration flamande et 3,3 millions à la Wallonie. Bruxelles reste la capitale des Flandres, tandis que Namur devient celle de la Wallonie grâce à sa situation géographique plus avantageuse que celle de Liège.

Ainsi a été accompli le premier pas vers une rénovation qui sera riche en conséquences pour le développement intérieur de la Belgique. Le gouverneur général se propose de prendre les dispositions de détails pour l'accomplissement de son ordonnance de séparation.

Tägliche Rundschau, 26.III.17. — L'extension du blocus maritime allemand :

Jusqu'à présent la Russie jouissait sur les autres pays de l'Entente de l'avantage que les navires lui apportant du matériel de guerre par Alexandrowsk, en mer libre toute l'année, et par Arkhangel, n'étaient torpillés qu'après avertissement préalable.

L'extension du blocus à la Mer Glaciale met fin à cette situation et portera un rude coup à la Russie, à en juger par le riche butin fait l'année dernière par nos sous-marins dans la Mer Polaire. D'autre part, la navigation neutre éprouvera, dans la Mer Glaciale, les mêmes craintes qui la fait en général s'éloigner des autres zones bloquées. Non seulement l'approvisionnement en matériel de guerre et en denrées alimentaires sera ainsi considérablement gêné, mais les difficultés intérieures, causes initiales de la révolution seront augmentées. Puis parlant de la répercussion sur d'autres pays, le journal continue :

L'Angleterre sera durement atteinte par la nouvelle déclaration de zone bloquée, car l'importation de bois russes sera encore plus restreinte que par le passé; la répercussion sur la production du charbon ne saurait de ce fait être évitée.

Quant aux Etats-Unis, ils verront dans la décision allemande une nouvelle confirmation que pour nous il n'existe « plus de recul » (kein « Zurück » mehr) dans notre politique de blocus et que nous avons suffisamment de sous-marins à notre disposition pouvant opérer à grande distance des points d'appui de la patrie et porter au trafic ennemi des coups mortels.

Tägliche Rundschau, 28.III.17. — La France et la révolution russe :

Ces messieurs des boulevards sont et resteront les farceurs de l'Europe. On ne peut s'empêcher, même dans ces heures sombres, de rire en lisant ce que publient sur le grand chambardement dans l'est les organes officiels français, les historiens philosophes et les spécialistes réputés pour les questions russes.

Le journal cite le « désopilant Hervé », le texte de l'adresse envoyée à la Douma par la Société pour l'histoire de la révolution française à la tête de laquelle se trouve le célèbre historien Aulard, l'avis du *Temps* et, pour finir, les journaux conservateurs et royalistes qui, dit-il, sont plus réservés dans leurs appréciations sur les événements, tout en reconnaissant la signification de ceux-ci, puis il conclut :

Nous n'avons pas besoin de démontrer ici à quel point les faiseurs de réclame français pour la révolution Miloukoff-Buchanan font fausse route lorsqu'ils s'attendent à une révolution allemande comme conséquence logique de la révolution russe. L'élection de Potsdam transporte déjà le « Temps » d'une déception indignée parce qu'il est obligé de constater que les Allemands sont « incorrigibles ». Vraiment, même dans la commune de Liebknecht il n'y a pas encore

cent vrais ouvriers voulant ruiner l'Allemagne pour le grand honneur de Poincaré.

Kölnische Zeitung, 28.III.17. — Les destructions dans le territoire évacué. (Télégramme de notre envoyé spécial sur le front occidental prof. Dr Georg Wegener) :

Je désire confirmer par mon expérience personnelle, en ce qui concerne les discussions de la presse étrangère sur la nature et les limites des destructions allemandes dans le territoire de notre retraite, que les mesures prises l'ont été exclusivement pour des motifs militaires et qu'elles ont été maintenues dans ces limites. Il coule de source que les régions trop éloignées du nouveau territoire de nos opérations ou qui n'ont aucune importance militaire pour nous n'ont pas été détruites. Les destructions ne commencent que là où cela nous est indiscutablement commandé pour des raisons d'ordre militaire, afin que l'ennemi ne trouve plus de voies d'accès, plus d'abris, plus de quartiers, plus de points d'observations, plus de possibilité de cantonnements (eau potable avant tout) en un mot tous les avantages du terrain qui pourraient lui être de quelque utilité comme base pour sa grande offensive projetée, à exécuter par le rassemblement de grandes quantités de matériel de guerre et la supériorité des effectifs concentrés dans ce but, telle la précédente bataille de la Somme. De même qu'on débarrasse le glacis d'une forteresse menacée, nous avons créé une bande de territoire qui nous assure ces conditions. Nous avons à l'intérieur de cette bande exécuté, à vrai dire, les travaux utiles avec la plus grande décision; seul peut hésiter à les approuver celui qui ne connaît ni le sang ni les horreurs provoquées par la bataille de la Somme dont la répétition, projetée à court terme, a ainsi été évitée.

Münchner Neueste Nachrichten, 28.III.17.

Extrait des déclarations du ministre de la guerre von Helingrath à la Chambre des députés de Bavière :

Nous pouvons envisager aujourd'hui les événements à venir avec plus de contentement que cela n'a depuis longtemps été le cas. A l'ouest, la guerre de tranchées qui s'était fixée paraît avoir trouvé son maître. Un génial coup d'échec de notre grand état-major a contrecarré les plans de l'ennemi et nous a redonné la liberté d'action. A l'est, l'ancien état de choses s'est effondré; le nouveau n'est pas encore établi; un voile épais recouvre l'avenir. A la surface et sous les flots de la mer nos sous-marins exécutent leur lourde tâche qui doit briser et brisera la volonté tenace de l'Angleterre. Un souffle printanier passe sur le pays. Comptant sur nous-mêmes et sur l'aide de Dieu, nous tiendrons tête aux orages qui s'abattront encore sur nous. Seul le faible perd courage et désespère quand devant lui s'amoncellent les obstacles; les forces du puissant croissent et se tendent à mesure que les résistances se dressent plus impérieuses devant sa volonté. La confiance en nous-mêmes nous donnera la force de dominer les privations à endurer dans la patrie et de rester vainqueurs dans les combats sur le front.

Berliner Tageblatt, 29.III.17. — Le nouveau courant à la Chambre des Seigneurs :

Les discours du comte York von Wartenburg et de M. von Buch qui devaient, une fois pour toutes, étouffer dans l'œuf toutes les aspirations de réformes dans la politique intérieure, ont amené une fin exactement contraire. La pierre s'est mise à rouler et la nouvelle orientation ne peut plus être empêchée, même pendant la guerre. Le gouvernement lui-même a dû le reconnaître, à commencer dans la politique polonaise de la Prusse seulement; et il paraît décidé de tirer les conclusions utiles que comporte cette question.

Les partis, qui ont l'honorable volonté de renouveler notre situation politique sauront, espérons-le, déployer l'énergie nécessaire pour que l'activité réformatrice du gouvernement ne reste pas, déjà pendant la guerre, seulement limitée à la seule question polonaise.

Kölnische Zeitung 29.III.17. — La situation dans le territoire évacué.

Commentant la note envoyée aux neutres par le cabinet Ribot, le journal écrit :

La note passe sous silence que la destruction des localités a été causée pour la plus grande partie par le feu de l'artillerie des Alliés. Nous ne sommes vraiment pas assez nigards, ni assez criminels vis-à-vis de nos propres ressortissants pour abandonner à l'ennemi les abris à l'épreuve du tir, établis par nous dans les caves. Ils ont été détruits radicalement ainsi que les sources ! il est mensonger d'affirmer comme le fait la diplomatie française que les puits ont été empoisonnés ; ils ont été rendus inutilisables ; de plus les Anglais poussent l'insolence jusqu'à dire que de l'arsenic a été versé dedans.

Le journal se réfère ensuite à une chronique du *Temps* qui fait ressortir les destructions par le feu de l'artillerie et reconnaît que Noyon n'a pas été réduite en ruines par les Allemands mais seulement rendue autant que possible inhabitable. A l'encontre de bien des bruits il voit à Roye beaucoup de femmes d'autres villes — même de Maubenge — laissées là par les Allemands ce qui dément l'affirmation, dit la *Kölnische Zeitung*, que des femmes auraient été entraînées arbitrairement. Puis parlant de la poursuite des alliés :

La rapidité avec laquelle les Alliés poursuivent est différente. Les Anglais avancent avec une certaine lenteur et ont fait de dures expériences lorsqu'ils furent imprudents. La mobilité tactique moindre de leurs troupes les obligent à laisser les Français prendre les devants. On ne peut encore déterminer jusqu'à quel point se confirmerait la nouvelle que la résistance allemande est fixée.

Münchener Neueste Nachrichten, 30.III.17. — L'Allemagne et le bouleversement en Russie :

Les bruits de paix séparée avec la Russie mis en circulation ces derniers jours, provenant de sources neutres, ne méritent pour le moment, comme il a été déjà été répété à plusieurs reprises, aucune créance. Il ne peut sérieusement être question déjà maintenant, dans les conditions actuelles, d'une paix avec la Russie, parce que la situation intérieure de ce pays est encore totalement incertaine et le gouvernement provisoire encore trop peu solide pour qu'il ait, même vraiment enclin à la paix, l'autorité nécessaire au maintien de celle-ci.

Si malgré cela l'Allemagne ne veut pas s'immiscer dans le ménage intérieur de la Russie, elle n'en désire pas moins que le peuple russe, qui ne saurait être rendu responsable de la guerre, retrouve la tranquillité, et le journal approuve le chancelier lorsqu'il repousse la légende suivant laquelle l'empereur allemand aurait encouragé le tsar dans ses intentions réactionnaires ; le contraire est plutôt vrai.

Le peuple russe et son nouveau gouvernement peuvent en toute sécurité conclure de ces déclarations, contestées par les affirmations mensongères du ministre de la guerre Goutchokoff et du général Radko Dimitrieff, qu'il n'existe en Allemagne aucune tendance à soutenir le parti renversé du tsarisme à demi féodal mais, qu'au contraire, nous souhaitons de tout cœur au peuple russe la liberté intérieure conquise par de si rudes combats ; nous vivrons volontiers amicalement en paix avec le peuple russe libéré. Mais c'est à lui qu'il appartient de faire l'ordre dans sa propre maison, de montrer qu'il est en état de conclure et de maintenir la paix.

Leipziger Neueste Nachrichten, 31.III.17. — La crise ministérielle en Suède :

Notre attitude par rapport à la Suède est indépendante de la composition du ministère. Nous devons exiger le maintien de la stricte neutralité ; ce que l'Angleterre exige, l'ouverture du détroit du Kattegat-Sund, pour pouvoir disposer d'une voie sûre entre la Baltique et la mer du Nord — libre transit de matériel de guerre pour la Russie — sont des demandes incompatibles avec cette neutralité. Les socialistes démocrates et les libéraux seraient entre autre disposés à accorder le transit, sans tenir compte que les sous-marins allemands pourraient rendre l'affaire escomptée bien aléatoire.

Münchener Neueste Nachrichten, 1.IV.17. — Le maintien de l'offre de paix :

Si l'on compare les déclarations du comte Czernin avec celles du chancelier d'Empire, on peut certifier qu'elles ont comme base une tendance analogue et que les déclarations de Czernin sont un complément des communications du chancelier. M. de Bethmann-Hollweg avait dit : Nous ne désirons rien d'autre que de vivre en paix avec le peuple russe, rien d'autre qu'une paix honorable pour toutes les parties. Ce même principe est aussi proclamé par le comte Czernin comme base de nos buts de paix. Si comme la situation le comportait le chancelier a parlé principalement au Reichstag du peuple russe, par contre les paroles du comte Czernin envisagent la question de la paix dans son ensemble et donnent la certitude que les propositions de paix faites par l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne le 12 décembre sont encore valables actuellement.

Passant en revue les faits d'armes accomplis par les puissances centrales depuis lors, le journal continue :

Le ministre des affaires étrangères Czernin a aussi indiqué ce qu'il croit être le meilleur moyen, voir le seul, pour préparer la voie à la paix. C'est le moyen déjà proposé une fois de convoquer une conférence de la paix de tous les États belligérants. L'Entente nous a fait en son temps le reproche que nous aurions formulé nos conditions de paix sous une forme trop peu concrète lorsqu'elle a repoussé notre offre de paix le 12 décembre. Nous savons que cela n'était pas faisable parce que l'ensemble du problème de la paix se compose d'une énorme quantité de questions de détail qui s'enchevêtrent de manière si inextricable que l'on ne peut séparer et traiter seule aucune de ces questions.

Notre but est de pouvoir nous développer librement et en sécurité, nous et nos alliés, mais

L'essentiel est donc toujours que des deux côtés l'on se déclare prêt à causer et à vouloir traiter de la paix. Il suffit que de l'autre côté on le veuille et le premier pas pour mettre fin à la boucherie humaine sera fait.

ITALIE

L'Idée nationale, 26.III.17. — Assemblage de mondes :

Les grandes nations rattachées à l'empire britannique — Canada, Australie, Indes, Egypte, Afrique australe — se réunissent librement dans la métropole pour délibérer sur les questions internes de l'Empire, la conduite de la guerre et le sort des colonies allemandes enlevées pour toujours à cette puissance. Elles sanctionnent et réalisent ainsi, d'accord avec la capitale, un grand pacte unitaire non plus de dépendance, mais de solidarité.

... Nous ne contestons pas à l'Empire britannique la possession d'une partie, même grande, des colonies allemandes, mais une compensation équitable doit aussi être réservée à ceux qui ont collaboré par leur esprit et leur sang, à ce nouvel ordre de choses.

Une autre perspective, plus décisive et plus importante pour l'avenir des peuples, d'un double enseignement, c'est premièrement, celle qui apparaît dans l'histoire nouvelle, où il n'y aura d'avenir certain que pour les nations impériales; l'Italie doit s'acheminer, elle aussi, vers l'empire ou tomber dans l'impuissance. Deuxièmement, les Italiens et les Français doivent examiner ensemble, avec netteté de conscience et volonté d'exécution, si dans le futur équilibre entre les mondes anglais, russe, américain et allemand, l'Italie et la France ne seront pas excessivement petites et faibles et ne verront pas, dans l'ère nouvelle qui commence, leur sort menacé. C'est ce que, Italiens et Français, nous devons envisager dès aujourd'hui. Et dès ce jour aussi, réaliser, par la guerre et par l'alliance, l'union solidaire du monde latin.

La *Gazzetta di Venezia* du 26.III.17, publie un article sur « La situation intérieure en Russie », Elle cite d'abord les avis des divers journaux que nous résumons :

Plusieurs faits justifient les appréhensions des journaux : le double gouvernement, savoir le gouvernement de nom et le Comité des représentants ouvriers et militaires, qui semblent avoir donné l'ordre de l'arrestation de Nicolas II; la tendance de ce Comité à pousser les choses aux extrêmes, abolissant la monarchie et instaurant la république, la participation à ce mouvement « pro république » du parti des cadets, soit des démocrates, l'éloignement du grand-duc Nicolas du commandement suprême, tandis qu'il jouissait de l'entière confiance de l'armée, la démission du général Evert, la nomination des chefs militaires par les troupes, etc. D'après la lumière qui, peu à peu, filtre à travers les nouvelles, encore incomplètes et altérées qui nous arrivent de la Russie, il paraîtrait que le mouvement révolutionnaire n'ait été ni préparé ni organisé et qu'il a eu un caractère d'improvisation. Le bloc progressiste des cadets a provoqué le mouvement avec une organisation rudimentaire unissant les forces disparates pour obtenir le résultat immédiat : l'abolition de l'absolutisme. Avec l'abdication du tsar, ce but a été atteint. Mais les différentes forces du mouvement révolutionnaire ne se sont pas unies, les divers courants avaient probablement des buts différents et entendaient agir indépendamment l'un de l'autre.

La classe ouvrière et l'armée, sous l'influence des partis extrêmes, comme les socialistes révolutionnaires et les démocrates, ces éléments, enfin, ne se contentent pas des résultats obtenus par une révolution purement politique et, profitant du moment favorable, ils tentent de faire encore quelques pas en avant; pour eux, le gouvernement provisoire représente la domination de la bourgeoisie. C'est pour cela, que les partis extrêmes sentent le besoin de surveiller l'action du gouvernement provisoire en lui imposant un contrôle spécial, composé de représentants des ouvriers et

militaires. Ce Comité de surveillance peut devenir un véritable moyen de domination et paralyser le gouvernement provisoire actuel, né, lui aussi, de la révolution, mais qui n'est plus révolutionnaire. Le peuple devra toutefois exprimer sa décision, dans la constituante, par le plébiscite.

Pour notre propre compte, dit le journal, nous ajoutons que l'Allemagne, au su du gouvernement provisoire, continue à ourdir des complots ténébreux en Russie; elle ne peut parer le grave coup reçu par l'abolition de l'ancien régime qu'en poussant les partis extrêmes à des demandes excessives et déjà on a eu vent du départ pour la Russie des agitateurs qui se trouvaient en Suisse. Attention! L'Allemagne a besoin de gagner du temps et le temps, au cours de cette guerre, c'est tout.

Avanti, 27.III.17. — La révolution russe. — Chez les ouvriers :

Les efforts mensongers des journaux s'efforçant de tromper l'opinion publique sont vraiment comiques. Nous aurions l'eau jû si nous voulions relever les fautes des uns, et les sottises des autres.

Avez-vous remarqué avec quelle énergie tous les journaux bourgeois ont prétendu que les différentes classes russes ont présenté une complète unanimité? Mais qui croira que les nobles aient adhéré au mouvement avec joie? Cette classe, d'une « essence supérieure », comme elle se définit elle-même orgueilleusement, n'a certainement pas abandonné sans résistance ses privilèges et son pouvoir, les cercles militaires n'ont adhéré qu'à regret au mouvement. Et le passé des principaux ministres, leurs déclarations impérialistes, leurs vues sur la Pologne et sur Constantinople, démontrent leur tendance. Les classes dirigeantes sont maintenant forcées de tenir compte de la volonté organisée des masses.

Il n'y a pas seulement les socialistes italiens qui doutent de la véracité des nouvelles que la presse de guerre prodigue avec une abondance suspecte.

Nos espérances sont celles de tous les socialistes qui n'ont abaissé leur drapeau devant aucun potentat de la terre : que la révolution russe, faite par le prolétariat, serve au but du prolétariat et non à d'autres.

Il Secolo, 27.III.17. — Union latine :

La guerre a révélé aux deux nations latines ce que la paix leur avait caché. Les Italiens ont acclamé avec enthousiasme une France complètement ignorée, une France forte et saine, mélancolique et ardente, solide dans la lutte, inébranlable dans sa résistance, savante pour l'organisation, fière de ses sacrifices, confiante dans la force du droit. Les Français ont constaté qu'en un clin d'œil, l'Italie a détruit son passé tripliciste, contre ses propres intérêts immédiats et que le pays était plus riche qu'on ne croyait, plus tenace que sa renommée légendaire ne l'indiquait, plus conscient de sa force, plus calme et plus logique que ne l'avaient dépeint les visiteurs de ses musées et les peintres de ses paysages lumineux. Et la guerre a révélé aux uns et aux autres que la France a sauvé l'Europe et que l'Italie a sauvé la France.

Il est donc naturel que plusieurs pensent à créer une véritable fédération latine, propre à rendre plus intimes les résultats de la guerre et à développer les bons germes que la nature a placés dans ces âmes latines et que le sang généreux des deux peuples a fécondés merveilleusement.

L'Idée nationale, 27.III.17. — Lumières et ombres. — La crise russe :

... Voilà : si nous n'étions pas trop ingénus, nous voudrions souhaiter que la nouvelle Russie, réformée et transformée,

parvienne au plus tôt à se réorganiser, afin d'éviter que la révolution, contrairement aux intentions des innovateurs, ne finisse par devenir un peu trop germanophile, comme l'étaient la cour et la bureaucratie de l'ancien régime.

Nous ne voulons pas dicter une ligne de conduite plutôt qu'une autre, ni nous ingérer indûment dans les questions intérieures d'un autre Etat, ce qui serait doublement inconvenant envers un Etat allié. Nous nous permettons simplement de former le vœu que la Russie ait le plus vite possible un véritable gouvernement, énergique organisateur pour la conduire à la victoire.

Corriere della Sera, 28.III.17. — Le Pape, l'Italie et les Polonais de la Posnanie:

Le vice-président du Club polonais a prononcé au Reichstag, le 1er mars, les paroles suivantes:

« Nous constatons avec regret que la situation dans laquelle se trouve le Saint-Père ne répond ni à la dignité ni aux exigences de sa sublime mission apostolique. Combien plus efficacement pourrait-il venir en aide à l'univers entier s'il jouissait de la complète indépendance à laquelle il a droit. »

Il serait bon que nous sachions jusqu'à quel point l'opinion polonaise partage les idées du comique M. Seyda, qui désire reconstituer le pouvoir temporel du pape. Rome a été restituée à l'Italie par le plébiscite et l'en séparer serait pire qu'un partage de la Pologne.

... Créer un nouvel Etat qui demain voudrait nous anéantir, par le pouvoir temporel, serait vraiment chose curieuse et pour cela il est utile que les parties s'expliquent à l'avance.

L'Idée nazionale, 28.III.17. — La dictature du charbon:

Du charbon, du charbon encore et toujours du charbon, voilà ce qu'il nous faut aujourd'hui. Importer la plus grande quantité possible de charbon et ne consumer celui dont nous disposons que pour les industries de guerre. Ce sont deux problèmes formidables; toutes les bonnes volontés doivent s'unir pour les résoudre.

Qu'arriverait-il si l'on devait dire un jour aux industries de guerre: le charbon manque, limitez la production! aux industries sidérurgiques qui ont agrandi leurs installations et bâti de nouveaux hauts fourneaux: n'employez pas vos fourneaux neufs et éteignez les anciens, le charbon manque! aux industries mécaniques qui ont acquis de nouvelles machines pour fabriquer projectiles et canons: réduisez le travail, l'acier diminue!

L'imagination se refuse à envisager une telle calamité qui, si elle devait se produire, serait le commencement de la fin et la fin de plusieurs choses.

Heureusement que le gouvernement doit s'être rendu compte de la situation, car le temps des incertitudes est passé. Il saura certainement régler la consommation du charbon, comme il a eu le courage de rompre le monopole des sociétés distributrices d'énergie électrique, afin d'éviter que notre armée ne manque de munitions, tout juste, au moment de recueillir les fruits de son héroïsme.

La Stampa, 28.III.17. — Sur la possibilité d'une offensive allemande sur le front italien:

Il n'est pas nécessaire d'insister pour démontrer que le front italien représente, pour la résistance victorieuse de tous les alliés, un point d'appui important dans la situation stratégique de l'Entente. Tant que nous n'avons que l'armée autrichienne à combattre, nous pouvons, sans aucun doute, suffire à nous-mêmes.

Mais il est évident que si les empires centraux, se tenant sur la défensive en France et en Russie, voulaient lancer des forces imposantes contre nous et nous attaquer sur plusieurs points à la fois, cherchant la solution de la guerre en Italie, la situation stratégique qui en dériverait regarderait nos alliés autant que nous.

Nous comptons surtout et avant tout sur nos propres forces et sommes fiers de pouvoir affronter une éventualité quelconque avec nos propres moyens, dont nous sommes sûrs; ce n'est que si les empires centraux voulaient, pour sortir de la situation tragique où ils se trouvent, frapper un coup décisif, désespéré, qu'il serait logique de supposer que nous ne nous trouverions pas seuls.

Corriere della Sera, 29.III.17. — Le rationnement progressif du charbon:

La question du charbon est devenue, en ce moment, plutôt grave.

Il ne suffit pas d'élever les prix: il devrait y avoir une forte différence de prix, suivant le genre d'industrie. Il y a des industries auxquelles il faudrait refuser le charbon, même si elles le payaient mille francs la tonne, parce qu'elles sont moins nécessaires que d'autres.

Il ne suffit pas d'établir le rationnement proportionnel: donner à une fabrique de munitions, la moitié de ce qu'il lui faut, serait un suicide; tandis que la moitié serait encore de trop pour une industrie qui fabrique des marchandises en ce moment superflues.

La mesure que le gouvernement doit adopter « immédiatement » et à laquelle les industries doivent se résigner est celle du rationnement progressif, qui consisterait à classer les industries en diverses catégories, selon les nécessités de la guerre et les besoins de l'alimentation de la population civile.

Avanti, 29.III.17. — Plébiscite:

La révolution russe apportant une large autonomie aux différentes races qui peuplent l'immense empire et montrant ainsi que le respect des nationalités est dans cette période de l'histoire, le but essentiel des sociétés politiques, rappelle à ma pensée un problème dont je cherche en vain la solution depuis plusieurs mois. Puisqu'il faudra pourtant arriver à une paix, sans dévier de la juste conception de notre attitude (ni favoriser ni saboter la guerre), il faudrait s'employer de sorte que la paix renferme le moins possible de germes de futurs conflits.

Pourquoi ne demandons-nous pas, avant de décider du sort d'une nation, que l'on consulte ses habitants par un plébiscite? Et si nous demandons cet acte de justice, pourquoi n'insistons-nous pas pour l'obtenir?

De temps à autre, à la dérobée, sans insister, en Italie aussi, quelque journal socialiste a timidement mentionné l'opportunité d'une consultation des populations illyriennes réputées par les nationalistes appartenir à l'Italie par leurs affections et leurs souvenirs.

Mais combien leur accent a-t-il été timide à côté de la bruyante campagne quotidienne des annexionnistes! Et cependant le plébiscite est la base, l'unique base légale, l'unique raison juridique de l'existence de l'Italie.

Avanti, 29.III.17. — Socialistes et bourgeois dans la révolution russe:

Dès les premières nouvelles de la révolution en Russie, nous avons affirmé que la principale « force motrice » de la révolution c'est le prolétariat et avons exprimé la certitude qu'il fera valoir « sa politique » qui, en ce moment, ne peut être que celle de la majorité de la nation.

La presse bourgeoise tenta de représenter cette révolution comme un simple « pronunciamento » militaire, organisé par les éléments libéraux et ententophiles de l'armée, d'accord avec la majorité de la Douma, pour éloigner du pays les germanophiles de la cour et de la dynastie. La régence du grand-duc Michel et le retour du grand-duc Nicolas au commandement de l'armée, remplirent d'allégresse toute la presse ententiste. Mais les événements ne tardèrent pas à confirmer pleinement notre point de vue.

La force des révolutionnaires socialistes, ceux qui ont fait

la révolution, continue à se manifester et ils ont eu le soin de faire rester dans la capitale les troupes qui prirent part à l'insurrection. Elles sont sous l'influence des idées socialistes et maintiennent un contact intime avec le Comité ouvrier.

Nous n'avons, jusqu'ici, que des nouvelles concernant la politique intérieure du Comité ouvrier, et nous sommes obligés de rappeler les déclarations que les hommes qui le dirigent ont faites dans leurs discours au sujet de la politique étrangère. Nous savons que Kerensky insistait sur la nécessité d'une prompt liquidation du conflit européen et qu'il continue à insister sur le renoncement complet des rêves impérialistes de conquêtes, de répartitions violentes, etc. Milioukoff, au contraire, désire continuer la guerre jusqu'à Constantinople et avec lui la majorité du cabinet actuel. Mais n'oublions pas que cette majorité et Milioukoff, lui-même, étaient, hier encore, monarchistes constitutionnels.

L'Idée nationale, 31.III.17. — Le théâtre de la guerre sur le front italien. — « Scène de second ordre » :

Le rédacteur diplomatique du « Journal » qui s'occupe de critiques stratégiques, en considérant l'éventualité d'une offensive autrichienne contre l'Italie, rappelle la tentative d'irruption du Trentin dans la Vénétie — pour dire, contrairement à la vérité, qu'elle fut arrêtée par « la diversion russe », tandis que tout le monde sait que l'offensive autrichienne fut arrêtée net par nos troupes, le 3 juin, tout le long du front, tandis que l'attaque des Russes en Bukovine commençait le 5 juin — et il poursuit :

La manœuvre peut être reprise avec des plans différents... Il reste à savoir si les Allemands peuvent se contenter de perspectives plus ou moins hasardées, sur une scène secondaire. La guerre ne peut être décidée que par l'élimination d'un facteur essentiel. Cette inconsciente dépréciation de notre guerre émise avec une telle légèreté dans un des journaux français des plus répandus nous surprend beaucoup. Il faut vraiment se trouver dans des conditions de grande rarefaction intellectuelle pour diminuer ainsi, d'un trait, l'importance d'un ami comme l'Italie, et d'un ennemi comme l'Autriche-Hongrie.

Il Secolo, 31.III.17. — Les partis russes et la révolution :

L'appel des ouvriers russes coupe court à tous les bruits tendancieux qui, de la Suisse, s'étaient répandus chez nous...

Qu'arrivera-t-il demain ? Nous ne pouvons nous leurrer de l'espoir qu'un mouvement grandiose, comme une révolution, soit l'œuvre de quelques jours. Pour établir une organisation pacifique, la nation russe aura au moins besoin

de quelques mois. Mais les classes les plus intelligentes et les avancées, la majorité composée de bourgeois et d'ouvriers, font montre d'un même esprit et se déclarent pour la guerre, contre le militarisme allemand...

Cela n'empêche pas qu'il y ait aujourd'hui, en Russie, des individus qui aspirent à une paix à n'importe quel prix, au risque de compromettre la dignité, la tranquillité et la sûreté de leur pays; il s'agit d'exaltés, ou de types du genre de ce rédacteur en chef du journal socialiste « Pravda », que l'on a découvert avoir été à la solde de la police de l'ancien régime.

Il y en a peut-être encore chez nous qui réussissent à glisser, même dans des journaux non germanophiles, des nouvelles fantaisistes. Mais les réfugiés russes ont vivement protesté contre leurs insinuations.

Il Secolo, 31.III.17. — L'autonomie de la Lithuanie. — Une nouvelle ruse :

Selon leur programme de la fameuse « paix blanche », les empires centraux voudraient organiser les territoires occupés de manière à rendre impossible le retour du « statu quo ante ». Ainsi, au futur congrès de la paix, l'Allemagne, sans prétendre aucune annexion de territoire, pourrait réaliser le programme du « Mittel-Europa », les États tampons créés sur les frontières des deux empires centraux, tomberont inévitablement sous l'influence austro-allemande. Mais nos ennemis oublient que leurs calculs seront renversés par les prochaines opérations militaires, qui annuleront les effets de cette nouvelle ruse allemande.

Corriere della Sera, 1.IV.17. — Les idées et les actes de la nouvelle Russie. — L'indépendance polonaise :

La proclamation du gouvernement russe au peuple polonais est un document mémorable, par lequel la situation de la Russie, en ce qui concerne le problème même, fait un pas décisif vers la solution naturelle.

Pour la première fois aujourd'hui, par le message du gouvernement provisoire, la Russie s'élève à une plus haute et plus radicale conception de la question polonaise, réagissant contre les traditions politiques du tsar et acquérant vis-à-vis des empires centraux et du monde le droit de parler et d'agir. Ce message a une valeur qui dépasse les limites de la question polonaise. C'est un abîme qui se creuse entre la Russie et les empires centraux. C'est un système politique enseveli sans retour dans le passé. C'est l'affirmation des intérêts irréconciliablement opposés de la Russie et du bloc de la « Mittel-Europa ». C'est, enfin, la claire et définitive expression germanique de la révolution russe.

RUSSIE

Ci-dessous encore quelques extraits des discours prononcés à la Douma à la veille de la révolution. (Voir le No 7 de notre journal.)

Den, 1.III.17. — Kerensky — actuellement ministre de la justice (en s'adressant à la majorité de la Douma) :

LE DERNIER ACTE

L'Europe toute entière traverse une crise; elle s'engluie dans le sang. Les réserves des forces humaines et les réserves matérielles se gaspillent depuis trois ans; elles sont déjà gaspillées. La crise militaire entre dans la dernière phase de la rencontre décisive; les tentatives de la démocratie européenne sont impuissantes pour arrêter le tourbillon dans lequel se sont follement jetées toutes les classes dirigeantes d'Europe. Mais l'issue du dernier acte, de la tragédie sanglante, n'est pas encore décidé.

Les forces se gaspillent, mais elles se gaspillent chez tout le monde. Avant d'être sûr de l'issue et croire que nous pouvons continuer infiniment à dissiper la fortune populaire, vous devez, messieurs, regarder plus profondément dans le fond de votre conscience politique et humaine. Vous devez vous interroger sur ce que ce que vous avez fait pendant ces trois ans, vous qui proclamez de cette tribune la victoire à tout prix. Pouvez-vous dire que vous avez tout fait, que vous avez prodigué non seulement l'enthousiasme et le pathos de vos discours prononcés à cette tribune, mais que vous avez fait aussi preuve de suffisamment d'action politique, de volonté politique ? Avez-vous su, comprenant votre responsabilité, assumer le risque personnel dans la lutte avec ce vieux système, qui ruine le pays.

Je ne veux pas polémiquer; je reconnais franchement (le moment est trop important, et nous devons dire seulement la vérité), que nous, les représentants de la démocratie,

n'avons pas toujours pu faire complètement notre devoir, nous n'étions pas toujours à la hauteur de nos problèmes historiques. Je ne veux pas entrer dans une lutte des partis; je veux que notre session se déroule en pleine conscience de la grande responsabilité, qui tombera bientôt sur nous tous, sans distinction de convictions politiques. Si l'on nous dit que chez nos ennemis le moral tombe de plus en plus, qu'ils s'épuisent, il est de notre devoir de dire que nous nous épuisons aussi, que le moral de nos masses populaires descend.

Nous traversons un trouble sans précédent dans la vie de notre patrie, en comparaison duquel l'époque de 1613 semble n'être qu'un conte enfantin.

LES GENS ET LE SYSTÈME

Les bases de la vie sociale-économique de l'Etat sont détruites. Il n'y a pas longtemps qu'un des ministères, envoyant, dans une ville voisine, du combustible à ses agents, a pourvu le train d'une garde armée, afin qu'elle ne laisse pas un autre pouvoir confisquer ce combustible en route. Nous sommes arrivés déjà à une situation primitive, quand chacun défend par tous moyens possibles chaque quantité des marchandises ou matières premières qu'il a saisi et qu'il entre pour leur défense dans une lutte mortelle avec son voisin. Nous avons devant nous le tableau de la France pendant la grande révolution.

Avons-nous en ce moment historique le sentiment de la responsabilité politique qui pèse sur nous en soumettant les propres intérêts et ceux des classes aux intérêts uniques de l'Etat? Non. On nous dit que c'est la faute du gouvernement, que c'est la faute des gens qui, comme des ombres, viennent et s'en vont de ces places (en montrant la loge ministérielle). Mais, avez-vous examiné la question dans toute son étendue? Qui sont ceux qui amènent ici ces ombres? Si vous vous rappelez l'histoire du pouvoir pendant ces trois ans, vous vous appellerez combien on a parlé ici des forces occultes. Est-ce que ce système a disparu? Non, il reste tout entier. Au commencement de la guerre on a parlé de Soukhomlinoff, Maklakoff et Tcheglovitoff, le plus grand destructeur de la justice en Russie: ce dernier occupe à présent un poste encore plus haut. (Tcheglovitoff était avant ministre de la justice; à la veille de la révolution il était président du Conseil d'Empire.)

Au lieu de Soukhomlinoff et Sturmer nous avons actuellement Ritikh, Protopopoff, Schakhovskoy qui, par leurs actions, surpassent tout ce qu'a fait Soukhomlinoff; ce dernier a détruit temporairement l'appareil de la défense extérieure de l'Etat. Ces ministres ont détruit l'organisation économique du pays.

LA PLUS GRANDE ERREUR

La tendance de chercher partout des traîtres, des agents allemands est la plus grande erreur. Nous avons un ennemi beaucoup plus dangereux que les influences allemandes, ou que la trahison de certaines personnes: c'est le système.

Birjevia Wiedomosti. — De la seconde séance de la Douma:

La Douma d'Empire joue le rôle du centre, qui maîtrise l'élément « droit » et « gauche »; elle remplit une haute mission, qui doit être appréciée par ceux qui se trouvent de l'autre côté de la « muraille », selon l'expression de Mikhoukoff.

Nowoié Wremia ajoute:

La position de la Douma d'Empire est très difficile. Elle se trouve devant une double menace: d'un côté se séparer des nombreuses classes sociales, très excitées, et de l'autre côté, devant celle d'un ajournement prématuré.

Le Retch du 17.III.17, No 37, publie un article (auteur l'économiste russe Prof. Tugan-Baranowski) sur les finances russes:

l'exprime dans mon livre les réflexions suivantes:

L'émission en Russie du papier monnaie croît continuellement, de façon tellement rapide que déjà le chiffre de 9 ½ milliards de roubles est atteint et qu'il dépassera 10 milliards de roubles, ce qui implique une augmentation de plus de six fois le capital initial d'avant guerre; elle constitue un danger considérable pour le futur développement économique de la Russie. Après les guerres de Napoléon, le rouble est tombé à un quart de sa valeur nominale. Le rouble se muait donc en une pièce de vingt-cinq kopecks, mais le nombre de papier-monnaie en circulation était absolument insignifiant en comparaison de celui actuellement émis. En effet, le papier monnaie en circulation pendant la période 1802-1812 ne s'élève que de 230 à 645 millions de roubles, soit une augmentation de moins du triple, et cela en dix ans.

La guerre a déjà englouti plus de 25 milliards de roubles et sa fin n'est pas à prévoir. A sa terminaison, le service de la dette publique n'exigera pas moins de deux milliards de roubles. Où les prendra-t-on?

Les grands jours de la Révolution

Rietch, 18.III.17:

LE PEUPLE ET LES TROUPES

Prévoyant des désordres déjà le 27 février, les autorités ont garni les toits des maisons et autres bâtiments de mitrailleuses. Mais la journée du 27 février a passé sans incident.

LA JOURNÉE DU 8 MARS

Les signes précurseurs se sont manifestés le 8 mars. Pendant toute la journée, des foules considérables circulaient dans tous les grands centres de la capitale. La circulation des tramways était en partie arrêtée. Des meetings ont eu lieu dans différents quartiers de la ville; les orateurs exhortaient le peuple à la lutte contre l'ancien régime, mais la police disperse partout la foule.

LA JOURNÉE DU 9 MARS

Ce jour est marqué par une série d'importantes rencontres avec la police. Il y a des blessés et des tués.

LA JOURNÉE DU 10 MARS

L'activité ouvrière de la capitale s'est tout à fait éteinte. Les journaux n'ont pas paru. Les établissements scolaires ont été fermés; une foule immense encombrait les rues; les soldats ont été enfermés dans les casernes et l'instruction des recrues a été différée; les rencontres avec la police devinrent plus fréquentes; le soir une grave rencontre a eu lieu devant l'hôtel de ville; ont compte de nombreuses victimes dans le peuple. D'immenses masses, composées surtout d'ouvriers et d'étudiants se réunirent sur la perspective Newsky et sont dirigées vers la place Znamienska où eut lieu un meeting dans lequel les orateurs émettaient des revendications purement politiques. Les cosaques, qui avaient laissé la foule s'amasser sans encombre s'y trouvaient également.

Vers 4 heures une escouade de police à cheval, commissaire en tête, venant de la rue Gentcharna se lança sur la foule. Un jeune officier de cosaques commanda à son escouade d'attaquer la police. Les cosaques sabrent la police qui prend la fuite. Le commissaire est tué d'un coup de revolver. La foule enthousiaste entoure les cosaques. Partout ont lieu des scènes touchantes de fraternisation du peuple avec les cosaques.

LA JOURNÉE DU 11 MARS

Le mouvement populaire atteint des proportions énormes. Pour la première fois on se sert des mitrailleuses contre le peuple. Dès le matin, les principales rues de la capitale, surtout la Perspective Newsky, sont entourées de patrouilles; sous les yeux des passants, on établissait des téléphones militaires; on amenait des mitrailleuses et on faisait divers préparatifs pour une lutte plus efficace avec le peuple.

Cependant tout cela n'intimidait pas. Des dizaines de milliers de personnes parcouraient les rues avec des drapeaux. Les meetings se formaient; on prononçait des discours et des rencontres sanglantes avaient lieu.

On comptait par centaines les victimes dans le peuple.

LA JOURNÉE DU 12 MARS

À 9 heures du matin, la nouvelle de la révolte des troupes se répand comme une traînée de poudre.

Encore avant 1 heure de l'après-midi l'arsenal, la forteresse Pierre et Paul sont occupés par les révolutionnaires. Les détenus politiques de « Kresty », de la maison de détention préventive, du Château de Lithuanie, etc., sont libérés. Dans les rues circulent des patrouilles de soldats révoltés.

La police s'est immédiatement terrée.

Tous les papiers se trouvant dans les postes de police étaient brûlés, Le Château de Lithuanie et le Palais de Justice sont incendiés; des centaines de milliers de personnes encombraient les rues de la capitale.

Le peuple et les soldats ne formaient qu'une masse.

Les événements de ces jours ont amenés la formation du Comité provisoire de la Douma.

RÉVOLTE DES TROUPES

Les premiers régiments révoltés furent ceux de la garde de Wolhynie, de Lithuanie et d'autres parties de la garnison de Pétrougrade. Les troupes adhérentes à la révolution venaient les unes après les autres, au Palais de la Douma et déclaraient être prêtes à soutenir le Comité exécutif de la Douma.

Au début, les soldats venaient sans officiers; puis les régiments entiers arrivaient, leurs commandants et officiers en tête.

Les relations des soldats avec les officiers dépendaient des dispositions des officiers envers la révolution.

Au fur et à mesure que grandissait le mouvement révolutionnaire, des troupes arrivaient à Pétrougrade des villes voisines et des environs, en parties appelées par l'ancien gouvernement pour le rétablissement de « l'ordre », en partie de leur propre initiative, pour s'unir aux révoltés.

Toutes les troupes à leur arrivée à Pétrougrade se dirigeaient vers la Douma et exprimaient leur volonté de soutenir le Comité exécutif de la Douma et le Conseil des délégués des ouvriers et soldats.

Les troupes étaient reçues par M. Rodsianko, président de la Douma, MM. Skobéléff, social-démocrate, Tchéidsé, social-démocrate, Milioukoff, constitutionnaliste-démocrate, Kerensky, travailliste et autres députés. Les députés adressaient des discours chaleureux aux troupes et aux pensionnaires des écoles militaires, qui s'étaient également joints au mouvement révolutionnaire, les exhortant à servir le peuple, à observer l'ordre, ne pas commettre d'excès et d'obéir aux commandants ayant reconnu le nouveau gouvernement.

Les députés visitaient également les casernes adressant aux soldats les mêmes exhortations.

Le prêtre Popoff, membre de la Douma, bénissait, la croix en main, les régiments révolutionnaires dans le Palais Potemkine.

Au 15 mars, toutes les troupes des garnisons de Pétrougrade et des environs se trouvaient déjà du côté de la révolution.

LA RENONCIATION DU GRAND-DUC MICHEL

Le texte de la renonciation du grand-duc Michel a été composé par le prince Lwow, MM. Choulguine et Kerensky, députés.

POLOGNE

Le *Kraj* de Leszno (Posnanie), 28.III.17, donne une leçon bien méritée aux pangermanistes qui déjà veulent assurer l'égalité absolue aux minorités nationales — voir allemandes — en Pologne, sans songer d'en faire autant avec celles de l'Allemagne:

Ils veulent que cette égalité des droits s'étende à toutes les questions — linguistiques, scolastiques, économiques, etc. En un mot, les exigences des pangermanistes constituent un programme politique que tout homme de bon sens et sans parti pris devra accepter, un programme qui est d'ailleurs le nôtre depuis bien longtemps.

C'est pourquoi une question se pose automatiquement:

Pourquoi donc les pangermanistes ne tâchent-ils point d'introduire chez eux, dans l'État prussien, ces principes qu'ils réclament du royaume de Pologne et en Galicie? Les craintes visant le sort de leurs compatriotes sur les terres polonaises concernent l'avenir. Les exigences des Polonais en Prusse sont le résultat de rapports actuels et sont basées non pas sur le futur, mais sur des faits réels.

Peut-on donc, sans s'attirer le reproche d'hypocrisie, demander le droit d'enseignement dans leur langue maternelle pour les enfants allemands en Pologne, tout en refusant ce même droit aux enfants polonais en Allemagne? Peut-on sincèrement poser au royaume de Pologne et en Galicie la question de l'égalité des droits économiques, tout en défendant la loi d'expropriation en Posnanie?

Il serait utile de rappeler aux pangermanistes l'histoire de la paille dans l'œil du voisin et de la poutre dans le sien...

Les hommes politiques pangermanistes semblent ne pas s'apercevoir qu'il n'y a, dans la question polonaise, que deux voies à suivre:

L'une c'est celle de la concorde tracée par le message impérial du 5 novembre, et l'autre contraire aux indications du monarque et à la volonté de la majorité des deux nations, la route de la lutte.

Si vraiment la crainte sur l'avenir du « Deutschtum » en Pologne leur a facilité la compréhension des droits des minorités nationales, ils doivent profiter de cette compréhension, là où l'application en est la plus favorable — c'est-à-dire dans la politique intérieure prussienne.

S'ils ne veulent par contre pas le faire, qu'ils se taisent donc et ne parlent plus de l'oppression des Allemands, en dehors des frontières de l'Etat...

Le *Kurjer Poznanski* (Posnanie), 29.III.17, adresse quelques mots durs aux réactionnaires et socialistes allemands:

La pangermaniste et hakatiste « Rhein. Westf. Zeitung » a fait, dans un moment de sincérité, un aveu très précieux, dicté par sa fougueuse animosité contre les Polonais: « Le voisin russe, se souvenant des anciennes bonnes traditions, lui serait plus agréable, que le Piémont varsovien affamé de conquêtes territoriales. » Ce caractéristique cri du cœur envers le voisin russe n'a rien de nouveau pour nous.

... Celui qui pousse ce cri a probablement été guidé par le souvenir de l'idylle russo-allemande du temps de Bismarck, lorsque au nom d'idéals communs de l'autorité monarchique et du gouvernement fort, dans la pensée de solidarité des intérêts des deux monarchies, la Russie et l'Allemagne réglaient la main dans la main les questions européennes, et notamment la question polonaise.

... Depuis la révolution la situation a changé. Les relations des partis allemands vis-à-vis de la Russie ont pris une direction inverse.

Aujourd'hui ce sont les socialistes et les libéraux démocrates allemands qui se bousculent dans leurs sympathies envers le peuple russe libéré; si les voix pour la paix séparée avec la Russie venaient autrefois de la droite, aujourd'hui c'est la gauche qui n'a rien de plus pressé que d'exiger que l'on commence l'essai d'entente avec la Russie « renouvelée intérieurement ».

... Quoiqu'il en soit, nous voyons dans la politique allemande qu'après la révolution au bord de la Neva l'idée de la paix séparée avec le tsarisme et la bureaucratie russe est remplacée par celle de la paix avec la révolution russe. Et comme aux yeux du conservateur prussien la vieille

Russie a été un voisin plus agréable que la Pologne, de même aujourd'hui aux yeux des socialistes allemands la Russie révolutionnaire leur sera plus agréable que la Pologne qui chez eux est considérée comme « cléricale » et « antisémite ».

AUTRICHE

Reichstpost, 26.III.17. — Le bouleversement en Russie:

Les « Cadets », officiellement dénommés « parti parlementaire des démocrates constitutionnels » se sont prononcés pour la république. Les partisans de Millioukoff se seraient ainsi décidés en faveur de la solution radicale. Ceci ne prouve absolument pas que le parti des usiniers et des bourgeois aisés soit de cœur avec les socialistes révolutionnaires dont l'influence monte, mais bien que la « Gironde » du parti des cadets qui déjà a perdu la tête de file vis-à-vis des « Jacobins » des délégations ouvrières, ne se hasarde plus à suivre sa propre voie, à faire prévaloir sa propre volonté, mais qu'elle préfère hurler avec les loups.

La Neue Freie Presse du 28.III.17, donne l'avis de quelques personnalités suédoises sur la révolution russe:

Le professeur d'Université Kjellen fait remarquer qu'un pays aussi immense que la Russie ne peut être gouverné que par l'autocratie ou le fédéralisme; une république sans fédéralisme conduira droit à l'anarchie. En toute hypothèse, la révolution provoquera un affaiblissement de la force militaire russe. On ne peut simultanément réaliser à l'intérieur une grande révolution et mener avec des forces puissantes la guerre aux limites du pays. Si je tiens compte de l'influence qu'exercent les masses énormes des travailleurs pacifistes et des paysans, je ne puis m'empêcher de considérer les événements de Russie comme précurseurs de la paix. Répondant alors à la question de savoir qui aura la prédominance de Millioukoff ou Tschaidze, le professeur Kjellen ajoute: « C'est toujours la gauche qui vainc dans les révolutions. » C'est la loi des oscillations du pendule: la révolution provoquera fatalement, peut-être même pendant la guerre, une vague de réaction. — Le professeur Hjärne exprime l'opinion que la guerre actuelle est en partie l'œuvre de Millioukoff et des Cadets. Les anciens Panславistes la mènent suite à d'anciennes idées romantiques, tandis que Millioukoff lie l'idée du développement économique de la Russie à la politique impérialiste. Tout semble prouver qu'il y avait un accord secret ou tout au moins entente entre Millioukoff et Sasonoff. Il est aussi probable que Sir Buchanan a soutenu son parti, mais il n'est aucunement exact de dire que l'Angleterre a directement soutenu la révolution. Hjärne a cru jusqu'au dernier moment que la Russie éviterait la révolution, car jamais elle n'a — à raison de la haine manifestée contre l'Allemagne — mené une guerre plus populaire. Hjärne croit plutôt à l'avènement des chaos qu'à la victoire de la contre-révolution, — la république ne devant être qu'un synonyme d'anarchie. Les Russes ne connaissent la république — dont ils n'ont aucune expérience — que par ouï-dire. Répondant à la question lui posée tendant à savoir s'il considère la révolution comme un symptôme de paix prochaine, Hjärne répond qu'une paix n'est possible que par la dislocation de l'armée, bien que la position prise par celle-ci vis-à-vis de la révolution n'est pas encore connue. La flotte de la Baltique est en plein démembrement; il est à supposer que la flotte des îles Aaland, bien que commandée par des officiers anglais, suivra le même exemple et posera des actes de sabotage; cela ne peut nous déplaire à nous autres Suédois. Pour le professeur Hjärne la révolution n'est un symptôme de paix qu'en ce sens que la force russe est affaiblie par elle.

Le professeur Steffen déclare que trois forces s'entrechoquent en Russie, l'ancien tsarisme, la bourgeoisie libérale et les classes ouvrières. Si les Cadets ont ledessus, la situation (de la guerre) ne se modifiera pas beaucoup. Si les socialistes ont le dessus, la Russie aura d'autres tendances et les pays scandinaves et du centre de l'Europe seront débarrassés d'un cauchemar, ce qui ne sera pas le cas si la victoire revient aux Cadets.

Neues Wiener Journal, 28.III.17. — Millioukoff, instrument de l'Angleterre:

Millioukoff a développé son programme; il veut poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, prendre possession de Constantinople, libérer tous les Slaves de l'Autriche-Hongrie, reconstituer la Serbie et la Roumanie plus grandes qu'auparavant, organiser un empire jougo-slave comme obstacle aux aspirations allemandes et autrichiennes dans les Balkans. Millioukoff a parlé, mais ce sont des paroles que nous avons entendu tomber souvent et à satiété des lèvres des différents hommes d'Etats de l'Entente; la libération de « nationalités autrichiennes » est directement un plagiat de la note de l'Entente, des notes de Briand et de Lloyd George à Wilson. Millioukoff a toujours été un instrument de l'Entente et il semble que c'est encore toujours son ambition de le rester.

Le journal pense que Millioukoff voudrait être un Briand ou un Lloyd Georges russe, mais...

Millioukoff ne sait-il pas qu'à Reval ont eu lieu des combats de rue avec les troupes fidèles au tsar et que le gouvernement révolutionnaire n'est aucunement sûr de l'armée? Et c'est avec une soldatesque désorganisée qu'il va conquérir Constantinople et libérer des Slaves autrichiens! Le peuple russe veut la paix et on peut la lui souhaiter, à ce malheureux peuple dont le tsarisme a pressuré la dernière goutte de sang. Millioukoff ne craint-il pas que le peuple russe ne le balaise avant qu'il ait pris la succession du tsar comme président d'une république russe? Il semble qu'il est totalement tombé sous l'hypnose anglaise, qui a déjà causé tant de malheurs, qu'il est un instrument aveugle de l'Angleterre.

Neue Freie Presse, 29.III.17. — Jours d'angoisse à Rome. — Mécontentement croissant et doute plus grand de l'issue favorable de la guerre:

L'ambassadeur anglais à Rome a nom Rennell Rodd. Avant l'ouverture des hostilités il était déjà maître effectif du pays comme chef du parti de la guerre, à raison de son autorité sur la plus grande partie de la presse et comme protecteur du ministre baron Sonnino. Qui oserait, après les événements en Russie, après la conspiration ayant provoqué la chute du tsar, ourdie par Sir George Buchanan, exclure la possibilité que Renell Rodd avait reçu l'ordre du ministère des affaires étrangères de Londres, d'exciter les masses populaires si le roi, considérant son honneur comme engagé, était resté loyal envers ses alliés?

La grande finale annoncée par l'Entente pour ce printemps ne se produisant pas,

... La nation italienne est rongée de regrets, troublée d'an-

goisse et plus d'un regrette déjà profondément la politique de neutralité dédaignée. L'influence anglaise par laquelle la révolution en Russie est devenue une crise, baisse aussi dans l'Italie lourde d'orage.

Neues Wiener Journal, 29.III.17. — Eclairs.

Le journal prétend que suivant des bruits filtrant en Suisse, l'état de siège aurait été proclamé à Turin et assure que les démonstrations sérieuses ont eu lieu dans les villes du nord de l'Italie. Cette situation, ajoutée aux événements de Russie « amène des nuages dans le ciel de l'Entente », ce qu'il constate en ces termes :

Les dispositions d'esprit dans le pays de l'Entente sont en général devenues toutes différentes et plus graves qu'elles ne l'étaient encore dernièrement. Il n'y a qu'à lire à ce sujet le discours que le nouveau ministre de la guerre français, Painlevé, a fait à la Chambre. Malgré toute l'élévation nationale et toute l'admiration pour l'armée française on entend, pour la première fois de la bouche d'un ministre français, un jugement équitable sur la force allemande et de la volonté allemande; rien d'un triomphe et d'une victoire qu'on anticipe, mais une estimation sérieuse de l'adversaire, et cela ressort distinctement des paroles de Painlevé, une appréciation tenant compte de la situation réelle. Un remarquable éclair de bon sens...

BELGIQUE

Belgische Standaard, 20.III.17. — Situation précaire :

La nourriture fait défaut, tant dans les campagnes que dans les villes. Dans certaines contrées des Flandres et de la Wallonie, règne réellement la famine.

Les doléances des comités de secours et des communes auprès de l'autorité supérieure restent sans aucun effet. La situation est âpre et l'avenir affreux.

Le moral laisse à désirer et les déportations n'ont pas peu contribué à augmenter l'exaspération.

Vaderland, 27.III.17 :

Mgr Legraive, président du Grand-Séminaire de Malines, vient d'être arrêté par les Allemands. Il va être conduit en Allemagne pour y purger, en prison, une peine de neuf mois. Il est accusé d'avoir hébergé, pendant une nuit, un sujet français qui, quoique incapable de tout service militaire, voulait aller offrir ses services à l'armée française.

Pour le même délit, le chanoine Allaer, aumônier du dit Séminaire, fut puni à huit mois de prison.

Mgr Legraive est évêque suppléant pour le diocèse de Malines.

Nouvelles, 28.III.17. — Les minuscules :

Il serait vraiment intéressant de savoir ce que les activistes flamingants et le demi-quarteron de partisans qui se sont groupés sous leur bannière, pensent de la formidable convulsion qui vient de délivrer un grand et noble peuple des éléments ultra réactionnaires qui, comme par hasard, se trouvaient être, peu ou prou, les agents plus ou moins secrets de tous les va-t-en-guerre prussiens et de leurs compères les pangermanistes.

Ce n'est pas, oh! non, que les dits activistes soient de ces espèces de sommités dont il importe de connaître l'avis au sujet de tout événement important. Non, ils ne sont pas de ces gens que l'on pourrait interroger avec quelque chance de succès sur les conséquences, peut-être encore incalculables, que la révolution pourra avoir dans l'après guerre, ni si c'est un bien ou un mal.

Reichspost, 30.III.17. — L'Allemagne et la révolution russe :

Le chancelier allemand a fait aujourd'hui au Reichstag un discours qui est la continuation logique de la politique de paix annoncée solennellement au monde entier par l'offre des puissances centrales. Les puissances centrales veulent la paix: armées et préparées pour les plus grandes actions décisives, dirigeant avec succès l'arme redoutable de la guerre sous-marine contre le point vulnérable de l'adversaire, elle ne repoussent néanmoins pas celui qui voudrait loyalement tendre la main pour la paix.

Ces désirs de paix parviendront par la Suède directement au peuple russe, sans pouvoir être faussées par l'Angleterre.

Le discours de ce jour du chancelier est un conseil donné au peuple russe de ne pas risquer ses os pour l'auteur responsable de la guerre mondiale, un avertissement de ne pas poursuivre de sanglants sacrifices sur des indications erronées et criminelles, suites auxquelles Nicolas II est tombé du trône et a perdu sa couronne.

La paix peut encore être retardée un certain temps par les agissements franco-anglais, mais...

... Ce n'est plus dans la troisième année de guerre que l'on peut encore enthousiasmer, par des mensonges, le monde pour celle-ci. Aujourd'hui déjà le mot de paix est invincible et l'écho en retentira aussi par delà les vastes plaines de la Russie.

Pour eux, ce doit être un mal. Tout ce qui tend à diminuer la puissance allemande; tout ce qui se dresse aujourd'hui contre les forces de ténèbres qui prolongent l'existence d'une manière de féodalisme qui a fait son temps sur la terre; tout ce qui, enfin, fait pièce aux amis et défenseurs des petites nationalités que l'on voit à l'œuvre en Belgique, en Serbie, en Pologne, en Alsace-Lorraine, doit leur faire évidemment l'effet d'une calamité sans nom.

La Métropole, 29.III.17. — Où allons-nous ?

Discutant avec beaucoup de bon sens la situation des petits Etats voisins de l'Allemagne, qui continuent à la fournir de vivres grâce à la mollesse du Foreign Office, l'« Evening News » (26 mars) remarque très judicieusement :

« Il faut se rappeler ceci, à savoir, que l'Allemagne sort victorieuse de la guerre ou qu'elle en sorte écrasée, elle sera toujours la puissante voisine immédiate de petites puissances, elle doit le rester, et la perspective d'avoir un grand voisin hostile pendant des générations à venir a peu d'attraits, même pour les cœurs les mieux trempés. »

Il nous paraît utile de souligner cette appréciation d'un grand organe de l'opinion publique anglaise parce qu'il y a un petit pays, neutre lui aussi au début de la guerre, qui, par l'effet d'événements indépendants de sa volonté, « se trouvera placé après la guerre » dans cette position d'avoir un puissant voisin hostile, position « qui a peu d'attraits, même pour les cœurs les mieux trempés ».

Ce petit pays c'est la Belgique.

Il n'y a en effet pour lui que deux façons de se tirer d'affaire à la conclusion de la paix. La première, c'est de reprendre le manteau de la neutralité garantie, d'accepter un nouveau « scrap of paper » signé par l'Allemagne félonne, d'oublier tous les crimes qu'elle a commis, de se replacer dans son orbite économique et de donner à la Prusse des gages pour sa prochaine guerre. S'il est, comme on le prétend, des Stuermer, des Raspoutine et des Protopopoff belges qui rêvent de ce régime à l'abri de l'union sacrée et d'un confortable exil, nous tenons à les prévenir charitablement que s'ils persévérent, ils vont au-devant d'une révolution.

La seconde méthode, la seule qui réponde au sentiment unanime de tous les patriotes, c'est de couper tous les ponts avec l'ennemi exécré, de mettre au rancart une neutralité qui nous a aveuglés et trahis, de la remplacer par de solides alliances politiques et économiques, par de bonnes frontières, par une armée puissante et par un Etat fort, qui sache parler ferme et agir avec décision.

Le *XXme Siècle* du 29.III.17 donne les « Impressions de Suisse » rapportées par M. Dumont Wilden.

Au premier abord on se sent très loin de la guerre en Suisse; on rencontre d'authentiques Allemands, dans les halls des hôtels, et l'on en est réduit, si l'on ne veut pas se conduire avec eux comme avec des civilisés, à paraître les ignorer.

Et pourtant, on sent aussi la guerre dans cette Suisse éperdument neutre. On y retrouve le rationnement: deux jours sans viande, des cartes de riz, des cartes de sucre. Et quelques grands blessés plus ou moins incomplets qui passent ont vite fait de vous rappeler les horreurs de la tranchée. La guerre est partout...

En vérité, il n'est rien de tel qu'un séjour en pays neutre pour apprendre ce que la neutralité, en ce temps-ci, a de chimérique. Il est entendu qu'on n'est point neutre à Genève, à Lausanne, à Neuchâtel, ou que, du moins, la neutralité, dans ces villes, n'est qu'une fiction politique. Mais à Berne, on veut l'être strictement: cela consiste à fuir toute espèce d'opinion, et à écouter d'une même oreille, apparemment complaisante et effectivement hostile les thèses contradictoires des deux adversaires.

C'est l'attitude qu'ont adoptée les grands journaux de la Suisse allemande.

L'auteur de l'article cite alors une controverse à laquelle il a participé dans la *Neue Zürcher Zeitung* qui a inséré sa réponse qui n'était pas « neutre », avec une parfaite loyauté. Ce journal n'est pas germanophile comme on a eu l'injustice de le prétendre; il est strictement neutre et son attitude est loyale:

« Fort bien. Mais quelle défaite pour un pays qui passait pour avoir la religion du Droit ? Les Suisses les plus fédéraux, les Bernois les plus Bernois le sentent bien d'ailleurs. En général, ils n'aiment pas du tout qu'on leur parle de la Belgique et de ses misères, non qu'ils y soient insensibles. Au contraire: ils y sont trop sensibles. La Belgique, pour eux, est un remords vivant. Heureux d'avoir échappé au désastre, ils se félicitent publiquement d'avoir su rester neutres, mais en même temps, ils sentent confusément que cette neutralité est une diminution; et comme ils ont tous la passion de la grande politique, de la politique européenne, ils se demandent, avec une certaine angoisse, quelle sera leur situation morale après la guerre. « Peut-être, m'a dit l'un d'eux, quand ce grand drame aura pris fin, en serons-nous réduits à envier le sort de la Belgique. » Cette parole me restera toujours gravée dans la mémoire. Il m'a semblé qu'elle était la leçon même de mon voyage. A vivre dans un pays neutre, on éprouve vraiment quelque fierté à appartenir à une nation que la nécessité a fait sortir du marais de la neutralité, et qui a accepté cette nécessité avec héroïsme.

XXe Siècle, 30.III.17. — N'oublions pas :

Les paroles importent peu. Avant la guerre, Liebknecht, Scheidemann, Haase, n'avaient, prétendaient-ils, de pire ennemi que le kaiser. Le 4 août 1914, celui-ci n'a pas trouvé de plus fidèles gardes du corps. Il y a eu la Marne, et Lieb-

necht l'a lâché. Il y a eu la Somme, et d'autres le lâchent. Il y aura demain une autre avance, et de nouveaux lâchages. Mais les hommes ne changeront pas: lâché d'hier et lâcheurs d'aujourd'hui, tous sont bons à mettre dans le même sac. Et sur le sac on collera l'étiquette: « Boches ».

Cette étiquette, on devrait la préparer par millions, par dizaines de millions. Trop de gens sont prêts à y renoncer. Les journaux mêmes qui prêchent ici la guerre à outrance et déconseillent la croyance exagérée dans les déclamations socialistes d'outre-Rhin, publiaient hier des articles intitulés: « La fin du kaiserisme approche. » ...

La fin du kaiserisme! Croit-on qu'il suffise d'un kaiser pour établir le kaiserisme et de la disparition du dieu pour supprimer l'horrible dogme, enfoncé dans les têtes dociles pendant des générations et des générations? Le kaiserisme! croit-on que c'est l'empereur manchot ou l'imbécile kronprinz qui ont été capables de l'implanter chez leurs sujets? C'est leur faire trop de triste honneur. C'est le travail d'un siècle qui s'est révélé aujourd'hui; ses artisans vont de Fichte à Nietzsche, de Herder à Wagner. C'est le travail d'un siècle qui pourra seul essayer de le détruire.

Le député flamand Frans Van Cauvelaert écrit dans la *Vrij België* du 30.III.17, sous le titre : « La Leçon de l'Irlande » :

Il serait superflu de relever dans la politique irlandaise ce qui est connexe aux aspirations flamandes. Il y a entre elles une énorme différence. Mais l'état d'âme de deux peuples, élevés jadis dans la défiance, présente beaucoup d'analogie, et les vexations que les Flamands durent subir dans leurs sentiments, depuis la déclaration de guerre, ne furent pas moins révoltants que ceux infligés aux Irlandais. Dans les circonstances pénibles d'une longue occupation, les dissentiments ne se sont manifestés que chez certains, que tout homme sensé doit sans hésitation considérer comme coupable; mais notre gouvernement, de son côté, pécha par omission. Il n'a pas su faire comprendre les aspirations du peuple flamand à ses alliés; par contre, il laisse faire tout ce qui contribua à accabler davantage l'esprit déjà si méfiant et assombri des Flamands.

Sans critiquer les limites d'une politique nécessairement prudente, en temps de guerre, on peut cependant regretter qu'on n'ait pas fait beaucoup mieux en pareille occurrence. Mais pour cela il fallait de bonnes intentions et du bon vouloir.

La leçon de l'Irlande et l'exemple du gouvernement anglais peuvent profiter à notre gouvernement.

Le *Socialiste belge*, 31.III.17. — La Banque-route financière de l'Europe. — Jusqu'au bout! Où est le bout ?

La *Grande Bretagne* a emprunté jusqu'à ce jour plus de 93,875 millions de francs pour dépenses militaires, soit au moins un quart du revenu de chaque citoyen anglais.

La *France* a dépensé déjà plus de 73,500 millions, qui devront être couverts par un crédit annuel d'au moins 2,500 millions.

La *Russie* avait dépassé fin 1916 environ 65,000 millions de francs, qui seront augmentés, pour 1917, de 42,000 millions nouveaux, — soit en tout 10,700 millions de francs. L'intérêt annuel à payer sera de 6,272 millions de francs, soit un tiers du revenu de chaque citoyen russe.

L'*Italie* aura une dette militaire, fin 1917, d'au moins 38,000 millions de francs. Comme le revenu annuel moyen de chaque famille italienne ne dépasse pas 600 fr. — le pays n'est pas riche, — leur charge sera de 300 à 350 fr. environ.

L'*Autriche-Hongrie* a dépensé, jusque 1917, environ 50,000 millions de couronnes (1 cour. = 1.08), qui coûteront un intérêt annuel de 3,500 millions. La dette existante s'élevait déjà à 6,000 millions par an. Si l'on y ajoute seulement 3,500 millions, on atteindra la moitié du revenu de chaque famille autrichienne.

L'Allemagne enfin a emprunté jusque septembre 1916 environ 50,000 millions de marks. De septembre 1916 à mars 1917, de nouveau 15,000 millions. En tout: 65,000 millions. L'intérêt annuel à payer sera d'au moins 3,250 millions. Pour comprendre la valeur de ce chiffre, il suffira de dire que l'ensemble des dividendes répartis par les industries allemandes ne dépasse pas 1,500 millions.

Ajoutez à tous ces chiffres fantastiques, les sommes qu'il faudra trouver pour donner des pensions aux veuves et aux orphelins.

Ajoutez à cela que l'on prévoit déjà la campagne de 1918, et dites-nous: « Comment appréciez-vous la politique de ceux qui se bornent à crier: **Jusqu'au bout?** »

Ne doit-on pas craindre que l'Europe soit à bout?

Le Socialiste belge, 31.III.17. — Un nouvel économiste:

M. Bernard s'est enfin décidé à déclarer publiquement qu'il est annexionniste et qu'il a partie liée avec l'association de M. Neuray, destinée à favoriser le vol du bien d'autrui.

Nous le savions depuis le jour où il signa la pétition ultrasecrète de M. Nothomb, envoyée au Gouvernement belge pour réclamer et poursuivre une politique d'agrandissement territorial. Notre ami Piérard la signa également, avec quelques réserves...

Si les anti-annexionnistes sont le parti de l'Allemagne, comme l'insinue M. Bernard, nous sommes en bonne compagnie.

Le gouvernement belge a catégoriquement désavoué la politique annexionniste, et nous aurions donc pu négliger l'article de M. Bernard si ce délicat littérateur, politicien improvisé, n'avait pas recours, à son tour, à l'arme empoisonnée.

Il n'écrit pas, comme l'embouteillé de Leiden: « Vous êtes vendu aux Allemands, vous êtes un Boche! » Il aime la nuance, et il dit: « Vous n'êtes pas vendu aux Prussiens, vous n'êtes pas un Boche, — mais vous faites comme si vous l'étiez. »

Nous répondrons à M. Bernard, du tac au tac: « En voulant transformer la politique belge, politique défensive, en politique agressive, vous suivez l'exemple des Allemands et vous montrez que vous êtes infecté de bochisme. Comme le reste de la bande, vous n'êtes qu'un Boche inverti! Vous compromettez le pays! Vous êtes un auxiliaire inconscient de Tirpitz. Vous n'avez pas touché à la caisse, mais vous faites comme si vous y aviez passé. »

L'Opinion wallonne, 1.IV.17. — Le Conseil des Flandres à Berlin:

Si le mal n'a point l'importance que prétend le gouvernement de Berlin, nous le réduisons facilement et nous laisserons à nos frères flamands — Flamingants loyaux et

Flamands francisés — le soin de ramener au bercail les brebis égarées et, s'il le faut, de châtier les mauvais bergers.

Si le péril existe, nous devons nous armer contre lui et prendre, d'ores et déjà, des mesures pour l'abattre — sans pour cela nous immiscer dans la politique intérieure de la Flandre — mais dans le but de sauvegarder les intérêts de la Wallonie et l'influence française en Belgique. Dans le premier cas comme dans le second, le fédéralisme protégera efficacement la Wallonie, permettra aux Flamands de se reconstituer selon leur vœu national et autorisera les Flamands francisés à une action que nous soutiendrons énergiquement dans un triple intérêt flamand, belge et français.

Notre Fédéralisme:

Les Flamands loyaux désirent une université flamande, mais ils ne veulent pas la recevoir des mains sanglantes de l'occupant. Le monde entier les approuve. Les Wallons et les Flamands exigent le fédéralisme en Belgique, mais ils n'accepteront jamais de jouir d'un régime qui leur serait imposé par l'ennemi. Tout le monde les approuvera.

Quant à dire que le fédéralisme est une idée allemande, c'est d'une bouffonnerie énorme. Le « XXme Siècle » qui imprime cette sottise condamne du même coup l'élite intellectuelle qui, en Flandre, en Wallonie et dans les Etats les plus avancés en civilisation, ont préconisé ou appliqué le régime fédéraliste comme garantie du droit des nationalités et comme sauvegarde de l'existence des Etats.

Le « XXme Siècle », pour être logique avec lui-même devrait accuser de germanophilie les nationalistes d'Irlande et les politiciens éclairés qui, à Londres, vont accorder le home-rule à la nation irlandaise.

La Patrie belge, 1.IV.17. — Ohé! Le Parlement...

Nous avons, à une époque lointaine où la presse belge de Paris ne se composait guère que de nous, réclamé déjà une réunion des parlementaires échappés de Belgique ou tout au moins un contrôle de ceux qui étaient capables d'action indépendante. Depuis cette époque, c'était en janvier 1915, la Chambre serbe s'est réunie en exil et a délibéré. Mais nos parlementaires se tiennent coi. Certains se sont mués en véritables fonctionnaires,

D'autres s'en sont allés aux antipodes porter la bonne parole belge à des peuples qui parlent un autre langage et ne connaissent de la Belgique que les enseignements que le « Larousse » a bien voulu leur transmettre. Il n'est venu à l'idée d'aucun de nos parlementaires de faire un tour inopiné au front, ou simplement dans les camps d'instruction, au Ruchard, par exemple, où ils eussent rendu plus de service à leur pays, —

(censuré)

Nous aimons à espérer que ces parlementaires se ressaisiront et comprendront enfin où est leur devoir.

SUISSE

Le Journal de Genève:

Les Polonais voient se réaliser sous leurs yeux un rêve magnifique, auxquels ils étaient les seuls à croire encore, leur appel de liberté a retenti dans le monde comme une trompette de Jéricho, les obstacles s'effondrent avec fracas devant eux, les républiques rivalisent avec les Empires pour leur apporter la délivrance.

Le Genevois:

Comment a-t-on pu nier que la Russie n'avance, à pas de géant, dans la même voie, et par des moyens identiques, que celle où s'engagea (avec lenteur sans doute, mais les pionniers ont toujours peine à ouvrir la route) la France de 89 et de 92? Non seulement, à l'intérieur, il y a un trap-

pant parallélisme entre les actes de l'une et de l'autre, mais encore, à l'extérieur elles ont à faire front au même ennemi; elles doivent juguler la même puissance du mal qui, depuis que l'Europe commit la faute de laisser la Prusse grandir, a formulé son impérieux veto chaque fois que l'aube de la liberté a paru se lever sur le vieux monde. Toutes deux doivent s'en prendre au même rapace... En 92, ce sont les soldats de Kellermann qui viennent répondre par le tonnerre de Valmy à l'insolent manifeste du duc de Brunswick; en 1917, ce sont les soldats de Rotzky qui des lignes de la Duna doivent faire, contre les troupes de Hindenburg, les Thermopyles de la Russie.

Gazette de Lausanne:

Il faut être intoxiqué par le marxisme pan-germaniste pour

ne point comprendre que l'Allemagne, sitôt la paix honteuse conclue avec la Russie, n'aurait rien de plus pressé que de remettre sur le trône de ce pays un tsar allemand qui deviendrait la pierre angulaire d'une Sainte Alliance nouvelle.

Les Zimmerwaldiens russes de Lausanne et de Zurich se disent écœurés des marques de sympathie que les Français continuent de prodiguer au tsar déchu. Nous déplorons ces sympathies qui indisposent à juste titre le peuple russe. Mais les Français n'aiment pas piétiner un homme à terre. Ainsi s'expliquent et le plus naturellement du monde leurs égards. Les Zimmerwaldiens de Russie sont vraiment bien ombrageux. Qu'ils éclairent donc leurs alliés plutôt que de les accabler!

Mais ils ne veulent pas se donner cette peine. Ils réservent toute leur capacité de discussion pour les palabres de paix avec les camarades allemands. Ils sont si près de s'entendre avec ces ennemis de leur patrie!

... Si les politiciens à courtes vues de Zimmerwald l'emportaient, ils commettraient à l'égard de la liberté la trahison la plus noire dont l'histoire universelle conserve le souvenir.

La Suisse:

Aujourd'hui l'Allemagne est en pleine période de dépression.

Aussi fait-elle annoncer que son intention n'est pas du tout d'attaquer cette bonne, cette sainte Russie. Mais, n'osant pas directement fraterniser avec les révolutionnaires qui ont emprisonné la tsarine et ses courtisans germanophiles à l'heure où ils allaient poignarder dans le dos l'Entente, l'Allemagne charge de ce soin le parlement bulgare, qui servilement s'enthousiasme, flamme de chambre, pendant que le premier ministre de Hongrie entonne la deuxième strophe de l'hymne à la paix...

Vicime de vieilles illusions, à qui l'Allemagne prétend-elle en imposer encore? Elle tire des ficelles grosses comme son orgueil déçu. Mais, d'abord, les Russes libérés ne se contenteront jamais de propos mielleux et tendres. Étant mordus par le plus impérialiste des empires, il ne s'agit pas seulement de dire qu'on ne tentera plus rien contre eux. L'ennemi foule leur sol. Qu'il s'en aille. Après, on causera.

Il semble bien, en tous cas, que l'Allemagne renonce à dicter la paix par les armes.

Le Journal de Genève:

Depuis que les Alliés ont repoussé les offres de paix des puissances centrales, l'Allemagne a constamment joué du clairon et l'Autriche de la flûte. Nous n'avons pas les éléments de fait nécessaires pour apprécier leur degré de sincérité. Mais sans être dupe ni complice, on ne doit pas méconnaître les chances que présente ce jeu pour l'Europe, même s'il est concerté. Nous aurions bien tort de mépriser les discours du comte Czernin ou de lui reprocher les efforts persistants qu'il fait pour sauver son pays. Son but est légitime.

Dans l'état de désorganisation intérieure de la monarchie, au lendemain de la révolution russe, à un moment où le froid persistant prédit une maigre récolte, c'est lui, peut-être, qui est chargé de faire au public des confidences sincères. Lorsqu'il joindra à ses suggestions vagues la liste précise des sacrifices auxquels sont disposées les puissances centrales, le moment sera venu pour le monde d'écouter avec attention ces propos charmeurs.

La Tribune de Lausanne:

Si la guerre continue encore trois ans, on verra cette chose inouïe: les riches mourront de faim comme les pauvres, ou après les autres si vous voulez. Les riches iront au théâtre, mais ils danseront devant leurs buffets riches en sculpture, mais pauvres en vivres. Et l'on verra l'inanité de l'argent. Le paysan cultivant son lopin de terre et en vivant sera plus fortuné qu'un millionnaire. Mais soyez tranquille,

la guerre ne durera pas trois ans, ceux qui l'ont voulu seront battus auparavant. C'est du reste la grâce que je nous souhaite.

La Gazette de Lausanne. — Après avoir dit que la capture du *Deutschland* et du *Bremen* est un merveilleux exploit ajoute:

« La guerre sous-marine, a dit avant-hier, au Reichstag allemand le chancelier impérial, a donné en mars d'aussi bons résultats qu'en février. » On regrette que ces paroles aient été prononcées si peu de jours après le torpillage de l'« Asturia ». C'est une coïncidence, sans doute, mais on conviendra qu'elle est fâcheuse.

Le National Suisse:

L'organe révolutionnaire « Pravda » publiait dans les premiers jours du nouveau régime des articles inquiétants tels que celui où il demandait qu'on mit bas les armes sans délai, le véritable mot d'ordre des socialistes russes était: « A bas le gouvernement! A bas la guerre contre l'Allemagne! Vive la guerre de classes! » Or l'individu qui était directeur de la « Pravda » vient d'être démasqué par le révolutionnaire Bourtzeff. Ce n'était qu'un agent provocateur.

La nouvelle direction vient de changer l'orientation du journal, tout en maintenant la manière de voir socialiste sur la guerre elle-même et ses buts. Mais elle dit que la guerre doit et va continuer contre Guillaume II.

* * *

Les Chroniques italiennes du 24.III.17, publient un article « L'Autriche comme puissance maritime », visant l'adhésion de l'Autriche à la politique sous-marine de l'Allemagne, « renonçant ainsi aux derniers égards sur lesquels elle pouvait encore compter. »:

L'opinion anglaise s'est prononcée par le sévère commentaire paru dans la « Morning Post », le seul journal anglais qui ait daigné commenter la réponse autrichienne aux États-Unis:

« L'Autriche a-t-elle oublié que d'après le cours des événements il peut être au pouvoir de l'Italie, une fois la guerre finie, de lui refuser tout accès à la mer? Et comment l'Autriche pourra-t-elle vivre et se développer sans Trieste, Pola et Fiume? Nous n'avons pas le droit de parler au nom de notre valeureuse alliée, l'Italie, sur ce sujet; mais nous croyons que si l'Autriche avait respecté les lois des nations dans la conduite de la guerre maritime, l'opportunité de lui conserver un port sur l'Adriatique aurait pu être prise en considération, mais pour les pirates on ne peut pas être généreux, sauf dans l'emploi de la corde pour les pendre. »

L'Italie n'a rien à ajouter. Le journal développe l'argument qu'en proposant d'éloigner complètement l'Autriche-Hongrie de la mer on ne fait que détruire « un privilège récent datant de 1797 »; il conclut: « L'heure a sonné que tout cela finisse: l'Italie se bat aussi bien pour le droit national que pour le droit historique ».

Bund, 29.III.17. — Droit d'asile et service militaire en Angleterre.

Bonar Law avait annoncé un arrangement conclu entre la Russie et l'Angleterre, en vertu duquel les ressortissants de l'un de ces deux

pays se trouvant dans l'autre, pourraient y être appelés au recrutement comme s'ils étaient dans leur propre patrie :

Si simple et pratique qu'elle paraisse au premier coup d'œil, la chose a un côté délicat. Il n'y a en Russie, pour autant que nous le sachions, aucun réfugié politique anglais, tandis qu'en Angleterre, le nombre est grand, de ces Russes qui, pour employer une expression du prince Kropotkine dans une lettre aux « Daily News », n'ont aucune envie de retourner en Russie « pour y faire connaissance avec les marais de Narym ou avec les déserts glacés du nord-est de la Sibérie ». Le célèbre Pierre Kropotkine est de leur nombre, bien qu'il ait dépassé, depuis longtemps déjà, l'âge d'obligation au service militaire. Mais comme il suit de près de Brighton la marche des événements, et a une connaissance exacte du vrai caractère des dirigeants russes, il a élevé sa voix contre la convention annoncée par M. Bonar Law et a fait ressortir, dans son adresse à la « Gazette libérale », que ni la Suisse, ni la France ne consentiraient à livrer à la Russie de ces Russes qui se refuseraient au devoir militaire. Que devient alors le droit d'asile britannique si justement renommé et qui a protégé jusque maintenant tant de réfugiés politiques russes contre leur propre gouvernement ? Cependant, comme l'a déclaré Bonar Law, cette convention est conclue, mais pas encore bien mise au point, de sorte qu'on espère que les réfugiés politiques ou tolstoïens qui refusent par motifs de conscience de prendre part à la guerre, ne seront pas molestés.

Berner Tagblatt, 29.III.17. — L'Angleterre et le tsar :

Le « Journal de Genève » annonce que l'ambassadeur anglais Buchanan aurait donné au tsar, peu avant la révolution, le conseil d'envoyer sa femme dans une station de bains pour se soustraire à son influence. Mais le tsar aurait énergiquement refusé et exigé du gouvernement anglais le rappel de l'ambassadeur et son remplacement par une autre personnalité. Mais le gouvernement anglais s'y serait refusé sous le prétexte de n'avoir actuellement aucune personnalité convenable à sa disposition.

Cette petite histoire montre bien l'activité de Buchanan en Russie. Depuis longtemps déjà il était le véritable maître, osant s'immiscer même dans les affaires de famille du tsar. La fermeté de Nicolas nous a réjoui. Il n'est donc pas l'homme irrésolu qu'on avait dépeint. Rester attaché à sa femme est d'un honnête homme. Mais ses propres alliés, auxquels il avait follement sacrifié les anciens amis de la Russie, ont peu à peu miné le sol sous ses pieds. L'influence inouïe de Buchanan sur le gouvernement russe était connue du parti ouvrier et a éveillé en eux la haine contre l'Angleterre. Un peuple qui tient quelque peu à honneur ne supportera l'ingérence d'une puissance étrangère dans ses affaires intérieures. De là vient le désir des ouvriers révolutionnaires d'en finir avec la guerre et de se soustraire à

l'influence anglaise. Tous les patriotes russes se joindront peu à peu à eux, si le gouvernement actuel ne parvient pas à se détacher de cette influence anglaise.

St-Galler Tagblatt, 30.III.17. — Le discours du Chancelier :

Le chancelier von Bethmann-Hollweg a exposé au Reichstag la situation générale en un discours non dilué, mais pénétrant et dont personne ne pourra nier la belle ordonnance. C'est un mot à la Russie, mais aussi et avant tout à l'Allemagne, un mot superbe qui montre une Allemagne persévérante dans ses dispositions pacifiques. Quand le chancelier impérial rappelle l'ancienne amitié qu'unissait l'empereur Guillaume et l'ex-tsar et qui a sombré dans les journées néfastes de l'été 1914, il monte en nous un désir et une vive espérance que des temps viendront où les rapports entre peuples ne dépendront plus dans une mesure aussi grande qu'aujourd'hui de monarques ou de représentants d'Etats, mais seront édictés sur le principe plus sûr et plus sain des besoins des peuples et de leurs désirs de paix. Ce seraient des temps où il ne serait plus possible de pousser les préparatifs d'une guerre comme celle qui fait rage autour de nous à un point tel qu'elle éclate soudainement comme une apparition démoniaque, entraînant des millions dans son effroyable tourbillon, imposant aux peuples l'accomplissement de ce que quelques isolés ont tramé d'accord, il est vrai, avec certaines pensées des masses et des représentants de leur choix.

Neue Zürcher, 1.IV.17. — Les Finlandais n'ont pas confiance :

Quarante mille Finlandais environ habitent la Suède. Ils ont tenu récemment, à Stockholm, une grande assemblée dans laquelle le nouvel état de choses en Finlande fut chaudement discuté. Ils se sont finalement mis d'accord sur la résolution suivante :

« La question est encore pendante, de savoir jusqu'à quel point le gouvernement provisoire russe est en état de créer en Russie un état légal solide et durable. Les gouvernants russes peuvent fort bien abroger encore une fois la proclamation de la liberté de la Finlande. Pour ce motif, le peuple finnois n'a aucune raison d'être rassuré. Le gouvernement russe a jadis abrogé et annulé de solennelles promesses. Des assurances russes de portée générale et de bonnes paroles ne peuvent aucunement servir de base à l'existence nationale future et indépendante de la Finlande. Il faut que ces principes soient assurés de manière précise après tant de désillusions et de si nombreuses années d'insécurité. Pour ces raisons, « il est nécessaire que la question finlandaise soit soumise à un tribunal international. Le devoir du peuple finnois est d'exiger une garantie aussi bien pour le présent que pour l'avenir et ce serait le devoir de l'Europe d'acquiescer à ce désir d'un peuple dont le traitement injuste n'a pas son pendant dans l'histoire.

TURQUIE

Lloyd ottoman, 22.III.17. — Les deux révolutions russes.

Sous ce titre, le journal se demande qui du comité libéral ou du comité socialiste l'emportera :

La question de savoir ce qui adviendrait des troupes qui ont pris une part active à la révolution paraît avoir créé des difficultés aux véritables révolutionnaires. Car ces troupes deviennent bien embarrassantes pour leurs amis d'un jour. Il ressort du rapport du correspondant du « Daily Chronicle » qui connaît parfaitement le pays et qui est bon obser-

vateur, que ces troupes, surtout le régiment des gardes Preobrashensky, ont pris une attitude menaçante pour les comités révolutionnaires. Il semblerait donc que de l'attitude de l'armée dépend le sort de la révolution. Si les révolutionnaires socialistes parviennent à gagner les troupes, non seulement le projet des Anglais serait mis à néant qui cherchent à faire revivre la résistance russe, mais un pas presque décisif serait fait vers la paix. Pour exécuter les réformes projetées par eux, les révolutionnaires seraient forcés de faire la paix, ne pouvant pas tout à la fois continuer la guerre et s'occuper de la réalisation de leurs vaste programme.

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

Maison Charrière

47, Rue des Eaux-Vives :-: Genève

Tabacs, Cigares, Cigarettes

Spécialité de

Tabacs Hollandais pour la pipe

AU RUBIS

◇ ◇ ◇

MAROQUINERIE FINE



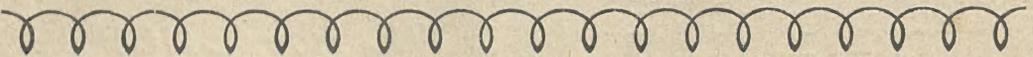
BIJOUTERIE
FANTAISIE



GALLÉ DE NANCY



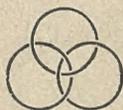
RUE DU RHONE, 90



Halle aux Meubles

6, Rue de Berne, 6

GENÈVE



Ameublements



Trousseaux complets



Rideaux

